



MANIFESTATIONS PUBLIQUES

La Monusco responsabilise toutes les parties



Scène de manifestation publique à Kinshasa

Des organisations politiques et de la société civile congolaise ont appelé à des manifestations sur l'ensemble du territoire à partir de ce 15 novembre, tout en invitant la population à une journée ville-morte et un sit-in dans les rues pour exprimer son ras-le-bol et dire : « ça suffit ». Dans son communiqué publié le 14 novembre, la mission de l'ONU en RDC a appelé au droit de manifester dans le calme tout en conseillant la retenue. « La Monusco réitère « son attachement au respect des droits de l'homme et à l'expression pacifique des opinions », est-il écrit dans ce document. Pour la Monusco, il est important que toutes les voix s'expriment de façon pacifique.

Page 4

KISANGANI

La ville privée d'eau et d'électricité



Le centre ville de Kisangani

La panne d'eau et de courant électrique qui a frappé Kisangani, l'une des grandes villes du pays, a suscité le 13 novembre des versions contradictoires de la part de la Société nationale d'électricité (Snél) et de militants qui lui ont lancé un ultimatum, à la veille d'un appel à mobilisation de l'opposition.

La crue du fleuve Congo, entraînant

l'inondation d'une centrale électrique de la Snél, a privé d'électricité les habitants de Kisangani (au moins un million de personnes), verrou stratégique dans l'est de la RDC. Même si depuis le 12 novembre, la fourniture d'eau est de nouveau assurée, la situation reste toujours délétère, à en croire des sources locales.

Page 4

COOPÉRATION RDC-RSA

Suppression des barrières commerciales entre les deux pays



Les opportunités d'affaires en RDC sont innombrables

Les deux pays se sont engagés, dans le cadre de la 8e édition de l'Initiative du commerce et de l'investissement organisée début novembre à Lubumbashi et à Kinshasa, à lever les obstacles qui entravent les interactions commerciales entre eux. Partage d'expertises, réunions d'affaires et présentation d'opportunités d'affaires ont meublé

les discussions.

L'un des acquis de ce forum est la décision prise par les deux pays, de surcroît membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe, de lever les obstacles qui entravent les interactions commerciales entre eux.

Page 5

SOMMET UNION EUROPÉENNE-AFRIQUE

Les 15 recommandations du Forum Medays

Page 3

ÉDITORIAL

Trop tard ?

Alors que la COP 23, autrement dit la vingt-troisième Conférence sur le climat, bat son plein à Bonn, en Allemagne, 15 364 scientifiques de 184 pays lancent un cri d'alarme concernant la dégradation de l'environnement qui donne froid dans le dos tant elle est accablante pour l'espèce qui est la nôtre.

Publié dans la revue «BioScience», cet « Avertissement à l'humanité » se résume ainsi : « Pour éviter une souffrance généralisée et une perte catastrophique de biodiversité l'humanité doit adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui. Bien que cette recommandation ait été déjà clairement formulée il y a vingt-cinq ans par les plus grands scientifiques du monde, nous n'avons, dans la plupart des domaines, pas entendu leur mise en garde. Il sera bientôt trop tard pour dévier de notre trajectoire vouée à l'échec et le temps presse. Nous devons prendre conscience, aussi bien dans nos vies quotidiennes que dans nos institutions gouvernementales, que la Terre, avec toute la vie qu'elle recèle, est notre seul foyer. »

L'avertissement est clair. Il indique que dans le même temps où la population mondiale croît à un rythme jamais enregistré - + 35 % en vingt-cinq ans ! - la dégradation de l'environnement provoquée par sa suractivité et son mépris de l'environnement crée les conditions d'une disparition de notre espèce qui effacera à bref délai la présence humaine sur toute l'étendue de la planète. Et seule une prise de conscience générale des peuples sur les cinq continents permettra d'éviter le désastre qui nous menace aujourd'hui collectivement et individuellement.

Dans un semblable contexte il revient à notre continent, l'Afrique, qui n'a pas encore détruit ses forêts, pollué ses fleuves et ses rivières, dégradé son atmosphère, de prendre le devant et de relayer avec force le message des scientifiques. Face à l'irresponsabilité des grandes nations industrielles qui ne songent qu'à accroître leurs richesses, nous devons être les porte-paroles de cet appel à la raison qui, s'il n'est pas entendu très vite par ceux auxquels il s'adresse, ne servira à rien. L'urgence est extrême, l'enjeu est vital. Au sens propre du terme !

Les Dépêches de Brazzaville

LUTTE CONTRE LA LÈPRE-TUBERCULOSE

Un nouveau bâtiment pour la coordination provinciale à Kabinda

L'ouvrage financé par le Fonds mondial, dans le cadre de la mise en oeuvre de la note conceptuelle unique pour les deux maladies, vise à assurer le renforcement de la prise en charge des patients.



Une vue extérieure du nouveau bâtiment de la coordination provinciale lèpre-tuberculose à Kabinda

Les travaux de construction du bâtiment de la coordination provinciale lèpre-tuberculose à Kabinda, dans la province de la Lomami, s'inscrivent dans le cadre du Programme « Investir pour obtenir plus d'impact contre la tuberculose et le VIH en RDC ». Il s'agissait de doter cette coordination d'un bâtiment principal et d'une annexe, indique un communiqué de Caritas Congo.

Le bâtiment principal abrite les bureaux du médecin coordonnateur provincial, du logisticien, du superviseur de la lèpre et kinésithérapeute, du superviseur de la tuberculose, du pharmacien ainsi qu'un dépôt pharmaceutique. On y trouve également un secrétariat, un bureau pour la comptabilité, une salle de réunions et des sanitaires.

Quant à l'annexe, elle devra servir pour le contrôle microscopique. Elle compte trois locaux, dont le CDCU et une salle pour l'appareil Gene-Expert.

Lors de la remise provisoire de cette infrastructure par Caritas Congo au Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT), le médecin-inspecteur provincial de la Lomami, le Dr P.M. Bagila, a souligné que la construction de ce bâtiment honorait le chef-lieu de la province. « C'est une joie pour moi de remercier le PNLT qui a perçu la nécessité de doter la Lomami d'un bâtiment, un beau bâtiment

qui fait en plus la fierté de son chef-lieu. Et ce beau bâtiment doit servir à la population pour lutter contre une maladie qu'on rencontre très souvent ici », s'est-il réjoui.

Le 2e secrétaire exécutif de la Caritas Congo, en charge de la qualité des projets, Thadée Barega Lombe, a, pour sa part, déclaré que « ces rénovations sont effectuées dans le but de doter les CPLT d'un cadre de travail confortable pour leur permettre d'assurer le renforcement de la prise en charge des malades tuberculeux à bacille pharmaco-résistant ».

Pour s'inscrire dans les recommandations du Fonds mondial et permettre l'usage des ouvrages de la coordination provinciale lèpre-tuberculose à Lomami, la Caritas Congo, en tant que principale bénéficiaire, a l'obligation de les remettre au PNLT. Félicitant l'entreprise Echelle Construction qui a réalisé ces travaux, Thadée Barega Lombe a invité à l'utilisation immédiate de ce bâtiment afin que soient détectées très tôt des éventuelles failles pour que des corrections soient apportées à temps, dans la période de garantie des travaux.

Il a, par la suite, remis les clés desdits bâtiments au PNLT, représenté par son directeur adjoint, Dr Joseph Bengeya. Ce dernier a interpellé le personnel à la bonne utilisation de ces infrastructures au profit des malades dont ils ont la charge.

Notons qu'après Kabinda, toujours dans le cadre de ce partenariat, il est prévu de rénover les bureaux de coordination provinciale lèpre-tuberculose dans cinq nouvelles provinces administratives du pays dont le Bas-Uélé, la Tshuapa, le Nord-Ubangi, le Sud-Ubangi et la Lomami.

Aline Nzuzi

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara

Secrétaire des rédactions adjoint :

Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Dou-niama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SOMMET UNION EUROPÉENNE-AFRIQUE

Les 15 recommandations du Forum Medays

Le forum Medays s'est déroulé du 8 au 11 novembre à Tanger sur le thème « De la défiance aux défis : l'ère des grands bouleversements ». Organisé en novembre de chaque année depuis dix ans par l'Institut Amadeus fondé par Brahim Fassi-Fihri, ce forum international a, à nouveau, réuni des intervenants de haut niveau venus des cinq continents, avec comme invité d'honneur Alpha Condé, président de la Guinée et président en exercice de l'Union africaine.

Le Forum Medays s'est, au fil de ses 10 éditions, imposé comme l'un des principaux événements géostratégiques internationaux en Afrique et dans le Monde Arabe. Les enjeux politiques, économiques, sociaux et environnementaux ainsi que les relations entre l'Afrique et l'Europe notamment ont été abordés lors de cette dixième édition anniversaire du Medays à laquelle ont pris part plus de 150 intervenants et plus de 3.000 participants. Cette dernière a débouché sur la « Dixième déclaration de Tanger », avec des recommandations adressées aux organisateurs du Sommet Union européenne-Afrique. Cette dixième édition du Forum Medays, indique la déclaration, a permis de mesurer à quel point le continent africain aura avancé vers la réalisation d'une Afrique pacifique, intégrée, inclusive et prospère, capable de développer la participation et l'implication des citoyens dans les politiques publiques. Pour les auteurs de la déclaration, ce chemin engagé doit être consolidé et poursuivi avec l'aide inconditionnelle et le soutien d'une Europe respectueuse d'un partenariat équilibré et renouvelé, car l'Afrique est dé-



Alpha Condé, président de la Guinée et président en exercice de l'Union africaine

sormais prête à prendre la place qui lui revient sur la scène internationale. « Au vu des instabilités internationales aux frontières de l'axe euro-africain et aux cœurs des deux continents, le Forum appelle à la réalisation d'un partenariat euro-africain d'égal à égal respectant les principes de souveraineté et d'indépendance des États », ont-ils indiqué.

Une réforme de l'Union africaine

Le forum Medays a appelé les organisateurs du sommet Union européenne - Afrique les 29 et 30 novembre à Abidjan à prendre en considération ces 15 recommandations. En premier lieu, le respect du format du Caire, c'est-à-dire la participation des États membres de l'Organisation des Nations unies, uniquement, afin d'assurer un principe de cohérence entre ce dialogue multilatéral et les enceintes internationales chargées de la sécurité et du développement. En deuxième lieu une réforme de l'Union africaine favorisant la coopération entre les deux institutions multilatérales, dans le prolongement

des propositions de la future présidence rwandaise de l'UA au service d'un cadre d'investissement cohérent et attractif pour les entreprises privées et capable de générer de nouvelles initiatives institutionnelles particulièrement fortes sur les thématiques de l'éducation et de la santé. La troisième recommandation est relative à une mise en cohérence des politiques européennes vers l'Afrique, notamment la politique commerciale et la politique de développement favorisant le renforcement des institutions publiques sociales sur le continent africain, des réseaux communautaires en lien avec l'éducation, la santé et la solidarité ;

Coopération renforcée en matière sécuritaire

La quatrième recommandation concerne une coopération renforcée en matière sécuritaire capable de consolider un retour durable de la paix dans les zones de crises. Cette coopération, indique-t-on, devra aider les différents États à réaliser une paix et une sécurité durables, à poser les

jalons d'États solides, à instaurer des institutions responsables et à promouvoir l'autonomisation des femmes et des jeunes. Le forum Medays recommande également de garantir la présence d'unités africaines militaires terrestres, aériennes et navales sous l'autorité de l'Union africaine sur le continent, en parallèle à la création de forces de paix dotées de capacités permanentes pour la prévention et la gestion des conflits. Sixièmement, le Medays recommande de s'engager sur une vision commune de la réforme des enceintes internationales notamment la réforme de l'Organisation des Nations unies et de la revalorisation du rôle de l'Afrique dans les différentes institutions internationales, principalement le Conseil de sécurité des Nations unies. La septième recommandation est celle de réaffirmer la nécessité d'un développement inclusif axé sur les populations et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Susciter l'innovation et l'entrepreneuriat

La huitième recommandation est celle de donner à ce partenariat les moyens de profiter pleinement d'une révolution digitale capable de susciter l'innovation et l'entrepreneuriat au service d'une économie plus solidaire et de services publics plus efficaces à travers des fonds d'amorçage et un cadre réglementaire et fiscal attractifs pour les jeunes entreprises innovantes. En neuvième position, le forum recommande de garantir et soutenir le principe d'universalité en matière d'éducation de base sur le continent africain ; le Medays recommande également de promouvoir et étendre les programmes de mobilité et de recherche dans l'en-

seignement supérieur ainsi que la science, la recherche et l'innovation ; de promouvoir un pacte sur l'investissement des entreprises multinationales sur le continent africain en faveur d'une redevabilité et une transparence des contributions fiscales par pays ; de favoriser l'établissement à l'horizon 2030 d'une couverture sanitaire universelle à travers le soutien aux réseaux d'associations et aux coalitions régionales de professionnels de la santé, ainsi qu'un plan continental de formation de personnels de santé et de référents de santé communautaires pour un modèle africain de la santé ; de permettre l'émergence d'une agence africaine du médicament chargée de l'homologation sur l'ensemble du continent de produits pharmaceutiques, la lutte contre la contrefaçon et le développement d'un marché du médicament continental au service de la maîtrise des coûts pour le consommateur et aussi de soutenir la trajectoire d'engagement des budgets africains vers 15% du PIB consacré à la santé à travers un partenariat d'ampleur avec les acteurs privés. Enfin le Forum Medays a souligné la faillite morale et opérationnelle de la gestion des migrations transfrontalières en Afrique ainsi qu'entre l'Europe et l'Afrique et appelle à un engagement fort en faveur de la mobilité des personnes et de la garantie de leurs droits civils et politiques dans les États africains en réaffirmation des valeurs universelles qui les rassemblent. A cet effet, le Forum a appelé l'UE et l'Afrique à combattre fermement tout type de criminalité en rapport avec le trafic d'êtres humains.

Patrick Ndungidi

CRISE POLITIQUE

Les enfants en rupture familiale s'invitent au débat

Une association prétendant représenter les enfants de la rue, les « chégués » de Kinshasa, affirme dans un message soutenir le calendrier électoral contesté par l'opposition.

Le message est d'abord parvenu le 11 novembre sous la forme d'une « déclaration » écrite indiquant que « tous les chégués de Kinshasa acceptent et soutiennent bien à 100% le calendrier électoral pour le 23 décembre 2018 proposé par la Ceni », la commission électorale nationale indépendante qui a publié ce chronogramme le 5 novembre. « C'est vrai qu'attendre neuf à dix mois ou même une année avant la date initiale des élections, c'est long mais cette date finira par arriver. C'est mieux de patienter que de tout casser », a précisé, le 13 novembre à l'AFP, le signataire de la « déclaration », Théodore Talakwa, président de l'Union des chégués et fumeurs (« qui dorment dans la rue ») de Kinshasa (Uchefak).

M. Talakwa prend cette position alors que



la société civile et l'opposition appellent à une journée de mobilisation ce 15 novembre pour obtenir le départ du président Joseph Kabila dès la fin de l'année et des élections plus tôt en 2018. « Nous avons

exhorté les chégués à ne pas participer à la manifestation du 15 (novembre) qui risque de déclencher des « troubles », a-t-il déclaré à l'AFP. « Eux (les politiciens) et leurs enfants resteront dans leurs maisons

et c'est le chégué qu'on veut envoyer mourir (dans la rue).

Nous avons déjà perdu plusieurs d'entre nous pendant ce genre de manifestation », poursuit M. Talakwa, affirmant avoir vécu 23 ans dans la rue.

Omniprésents dans la mégapole kinoise (environ 10 millions d'habitants), les shégués (ou chégués) sont des enfants en rupture familiale victimes de la pauvreté et des crises économiques de la RDC. Dans un roman récent, « Congo Inc », l'écrivain congolais, In Koli Jean Bofane, plonge dans l'univers des shégués du grand marché de Kinshasa, qui s'organisent en société parallèle.

D'après les sources, leur nom viendrait d'une déformation de l'espace européen de libre circulation Schengen - ou d'un hommage au guérillero argentin-cubain Ernesto Che Guevara, qui a animé un mouvement de guérilla dans l'est du Congo dans les années 1960.

AFP

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

La Monusco responsabilise toutes les parties

Coupant la poire en deux, la mission onusienne appelle, d'une part, au droit de manifester dans le calme et conseille, d'autre part, la retenue.

Dans son communiqué de presse publié le 14 novembre, la Mission de l'ONU en RDC a appelé au droit de manifester dans le calme, tout en conseillant la retenue. « La Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) réitère son attachement au respect des droits de l'homme et à l'expression pacifique des opinions », lit-on dans ce document.

La Mission onusienne a, en outre, exhorté les autorités congolaises à respecter les libertés fondamentales telles que stipulées dans la Constitution, dont la liberté de réunion et de manifestation. Il leur est également demandé d'instruire les forces de défense et de sécurité à respecter les principes de nécessité, proportionnalité et légalité, conformément aux normes internationales. Aux citoyens, la Monusco a rappelé que le droit de manifester implique de s'abstenir de recourir à la violence sous toutes ses formes.

Le chef de la mission onusienne, Maman Sidi-kou, a, par ailleurs, noté que dans le contexte actuel de transition politique dans le pays, il est important que toutes les voix puissent s'exprimer dans le calme et de façon pacifique. Pour lui, la Monusco se réserve, conformément à son mandat, le droit d'observer les événements et de rapporter d'éventuelles violations des droits de l'homme.

La mise en œuvre intégrale des mesures de confiance prévues dans l'Accord du 31 décembre 2016, estime-t-il, serait également

nécessaire afin de conduire la RDC vers des élections libres, transparentes et apaisées.

Il est rappelé que des organisations politiques et de la société civile congolaise ont appelé à des manifestations sur l'ensemble



Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC, Maman Sambo Sidikou

du territoire à partir de ce 15 novembre. Dans des documents distribués à cet effet, les organisateurs, qui ont appelé à la mise en œuvre de l'article 64 de la Constitution, ont invité notamment la population congolaise à une journée ville-morte et un sit-in dans les rues, sur les avenues et boulevards, devant les bureaux de quartier, des communes et mairies ainsi que des gouvernorats des provinces.

L'objectif, ont-ils dit, est d'« exprimer leur ras-le-bol et dire, ça suffit ».

Lucien Dianzenza

KISANGANI

La ville privée d'eau et d'électricité

La crue du fleuve Congo, entraînant l'inondation d'une centrale électrique de la Société nationale d'électricité (Snél), a privé au moins un million de personnes d'électricité.



Le centre-ville de Kisangani

La panne d'eau et de courant électrique qui a frappé Kisangani, l'une des grandes villes de la République démocratique du Congo, a suscité le 13 novembre des versions contradictoires. Le patron de la Snél, Alain Atundu, a fait savoir qu'il avait pris des mesures face au «risque sanitaire et sécuritaire».

«Les habitants de Kisangani ont partiellement de l'électricité, parce que nous avons amené des groupes électrogènes pour alimenter certains points stratégiques», a déclaré, pour sa part, le numéro 2 de la Snél, le directeur général, Jean Bosco Kayombo. «La distribution d'eau fonctionne depuis hier (dimanche) à 100%», a-t-il ajouté, précisant que l'eau

est tout de même «rationnée».

Sur le terrain, des habitants se plaignaient des pénuries. «Il n'y a toujours pas une solution appropriée concernant le problème d'eau et d'électricité dans la ville de Kisangani», a déploré, dans un communiqué, «la jeunesse de la société civile». «La Snél dispose tout au plus de 48 heures pour fixer l'opinion sur le rétablissement du courant électrique», ajoute la même source qui appelle la population «au calme.» Le job de la Snél, c'est de produire l'électricité, qui n'a pas de couleur politique», a commenté son numéro 2.

AFP

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



PORTRAIT

Nathalie Schermann, co-fondatrice de la marque Joe&Avrels

La cinquantenaire, originaire du Congo-Brazzaville, a co-fondé la marque de produits alimentaires africains haut de gamme, avec sa fille Stéphanie et son amie Paulina Cortes. Les produits sont en vente dans des épicerie fines de Paris et seront bientôt également disponibles dans les rayons des Galeries Lafayette.

Née dans une famille d'artistes et passionnée de cuisine, Nathalie Schermann s'est formée seule à l'art culinaire. Après sa participation à la première édition de l'émission Masterchef, elle a travaillé dans plusieurs établissements renommés parisiens, notamment au Trianon palace de

Versailles. « Cette expérience m'a permis de gagner en confiance et en assurance », explique cette femme d'1m 90 qui, avec ses deux associées, se sont fondées sur leur différence de taille pour nommer leur marque, en référence aux frères Dalton. « Nous cherchions à apporter de la fraîcheur en proposant une marque à l'encontre des clichés. Je mesure 1m90, et les deux autres fondatrices : Stéphanie, ma fille, 1m95 et Paulina, une amie, 1m58. Nous avons donc voulu jouer de cette différence en mettant en scène nos personnages : un Joe pour deux Avrel », explique Natha-



Nathalie Schermann

et haut de gamme Joe&Avrels avec notamment pour objectif de promouvoir et valoriser les richesses de la matière première africaine grâce à des recettes inédites. « Une nouvelle façon de regarder et de manger les produits africains », précise Nathalie Schermann.

Trois gammes de produits

Joe & Avrels compte actuellement trois gammes de produits : les jus à base de gingembre ou encore de baobab ; les velours, tartinaux sucrés qui s'apparenteraient à de la confiture comme le velours d'hibiscus ou celui de noix de cola ainsi que les crèmes apéritives telles que la crème de safou qui a été doublement médaillée au prix des Epicures et au Gourmet Sélection.

Ces produits sont commercialisés dans une dizaine d'épicerie fines sur Paris et sa région. Les prix oscillent entre 4 et 15 €. Le principal défi actuellement pour les créatrices de la marque est de réussir à répondre à la demande qui ne

cesse de croître, notamment avec l'entrée des produits aux Galeries Lafayette Gourmet prévues en 2018. Nathalie Schermann et ses deux associées espèrent également commencer l'exportation de leurs produits à partir de 2018 et d'élargir la gamme avec de nouvelles saveurs aussi alléchantes les unes que les autres.

Patrick Ndungidi



Un produit de la marque Joe & Avrels

RDC-AFRIQUE DU SUD

Suppression de toutes les barrières commerciales

Les deux pays se sont engagés, dans le cadre de la 8e édition de l'Initiative du commerce et de l'investissement (ITI) organisée début novembre à Lubumbashi et à Kinshasa, à lever les obstacles qui entravent les interactions commerciales entre eux.

Le dernier séminaire sur les investissements, qui a eu lieu à Lubumbashi à l'initiative du ministère sud-africain du Commerce et de l'industrie, a permis à la République démocratique du Congo (RDC) et à l'Afrique du Sud d'échanger dans un cadre bilatéral sur le niveau de leur coopération en la matière. Les experts des deux pays ont saisi cette occasion propice pour relever des écueils qui retardent la mise en œuvre des projets de développement économique et industriel et d'accélérer les actions à mener pour promouvoir la coopération au profit du bien-être de leurs peuples respectifs. L'un des grands acquis de ce forum organisé aussi bien à Lubumbashi qu'à Kinshasa, concerne la décision prise par les deux pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc) de lever les obstacles qui les empêchent de réaliser des affaires entre eux. « Il est important d'identifier les bonnes opportunités pour nos hommes d'affaires afin de développer le commerce et les investissements entre nous », a indiqué le consul général sud-africain à Lubumbashi, Andrew Maswanganye. Il a appelé à la redynamisation et à l'application des accords de coopération économique qui existent déjà entre les deux pays, tout en ex-

hortant à la nécessité de faire « un zoom sur les secteurs cruciaux où le transfert de compétences et celui de technologie doivent être accélérés ». Son plaidoyer a gravité essentiellement autour de l'impératif d'une synergie à mettre en place entre les opérateurs économiques des deux pays, obligés d'œuvrer à l'harmonisation du climat des affaires.

Une approche que partage la RDC qui milite depuis des lustres pour l'amélioration du climat des affaires via le processus ITIE. La RDC a ainsi exhorté l'Afrique du Sud pour qu'elle partage son expertise et son avance technologique afin de l'aider à exploiter les opportunités qui s'offrent dans les secteurs minier et manufacturier.

A la suite de ce séminaire, des investisseurs sud-africains pourront sans doute se décider à injecter des capitaux frais en RDC, dans les secteurs minier, manufacturier, agricole et touristique pour contribuer à la diversification de l'économie congolaise. En réduisant, en effet, sa dépendance vis-à-vis des revenus du secteur minier soumis aux fluctuations du cours des matières premières, la RDC ferait de grands progrès vers son objectif final de créer une économie diversifiée. Les hommes d'affaires sud-africains ont été exhortés à s'engager davantage avec la Chambre de commerce de l'ex-Katanga afin de trouver des partenaires appropriés pour la formation de co-entreprises et de partenariats. Il est à noter que le commerce entre les deux pays s'élevait à 985 millions de dollars américains à la fin de 2016.

Alain Diasso

PARTENARIAT

La RDC et la RSA optent pour la suppression de toutes les barrières commerciales

Les deux pays se sont engagés, dans le cadre de la 8e édition de l'Initiative du commerce et de l'investissement (ITI) organisée début novembre à Lubumbashi et à Kinshasa, à lever les obstacles qui entravent les interactions commerciales entre eux. Partage d'expertises, réunions d'affaires et présentation d'opportunités d'affaires ont meublé les discussions.

Le dernier séminaire sur les investissements, qui a eu lieu à Lubumbashi à l'initiative du ministère sud-africain du Commerce et de l'Industrie, a permis à la RDC et à l'Afrique du Sud d'échanger dans un cadre bilatéral sur le niveau de leur coopération en matière de commerce et d'industrie. Les experts des deux pays ont trouvé là une occasion propice pour relever des écueils qui retardent la mise en œuvre des projets de développement économique et industriel et d'accélérer les actions à mener pour promouvoir la coopération pour le bien-être de leurs peuples respectifs.

L'un des grands acquis de ce forum organisé, en deux temps, à Lubumbashi et à Kinshasa, dans le cadre de l'ITI concerne la décision prise par les deux pays, de surcroît membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc), de lever les obstacles qui les empêchent de réaliser des affaires entre eux. « Il est important d'identifier les bonnes opportunités pour nos hommes d'affaires afin de développer le commerce et les investissements entre nous », a indiqué le consul général sud-africain à Lubumbashi, Andrew Maswanganye. Il a appelé à la redynamisation et à l'application des accords de coopération économiques qui existent déjà

entre les deux pays tout en exhortant sur la nécessité de faire « un zoom sur les secteurs cruciaux où le transfert de compétences et celui de technologie doivent être accélérés ». Son plaidoyer a gravité essentiellement autour de l'impératif d'une synergie à mettre en place entre les opérateurs économiques de deux pays obligés d'œuvrer à l'harmonisation du climat des affaires.

Une approche que partage la RDC qui milite depuis des lustres pour l'amélioration du climat des affaires via le processus ITIE. Exhortation a été faite, côté congolais, à l'Afrique du Sud pour qu'elle partage son expertise et son avancement technologique afin d'aider la RDC à exploiter les opportunités notamment dans les secteurs minier et manufacturier.

L'on espère, à la suite de ce séminaire, que des investisseurs sud-africains pourront se décider à injecter des capitaux frais en RDC en s'engageant dans les secteurs minier, manufacturier, agricole et touristique de sorte à contribuer à la diversification de l'économie congolaise. En réduisant, en effet, sa dépendance vis-à-vis des revenus du secteur minier soumis aux fluctuations du cours des matières premières, le pays ferait de grands progrès vers son objectif final de créer une économie diversifiée. Les hommes d'affaires sud-africains ont été exhortés à s'engager davantage avec la Chambre de commerce de l'ex-Katanga afin de trouver des partenaires appropriés pour la formation de coentreprises et de partenariats. Il est à noter que le commerce entre les deux pays s'élevait à 985 millions de dollars américains à la fin de 2016.

A.D.

PAIX ET SÉCURITÉ

Les pays africains appelés à prendre en main leur destin

Le 4e Forum international sur la paix et la sécurité, organisé du 13 au 14 novembre à Dakar, au Sénégal, a permis aux chefs d'Etat, chercheurs et responsables de la société civile présents, d'échanger sur les défis sécuritaires du continent.

Placé sur le thème « Défis sécuritaires actuels en Afrique : pour des solutions intégrées », la rencontre, consacrée aux enjeux stratégiques du continent, a été l'occasion pour les dirigeants africains de souligner la nécessité de travailler ensemble pour lutter contre le terrorisme. Ils ont notamment appelé à aider leurs Etats à assurer leur propre sécurité, y compris par une adaptation des interventions internationales aux réalités locales.

Plusieurs ateliers et panels de haut niveau se sont tenus durant les assises. Ils étaient consacrés à des enjeux variés, comme les solutions intégrées à apporter aux défis sécuritaires, l'amélioration des dispositifs de maintien de la paix ou encore la lutte contre le financement du terrorisme.

Le Forum de Dakar a revêtu une importance capitale au moment où le djihadisme et la piraterie constituent les nouveaux défis sécuritaires auxquels l'Afrique est confrontée depuis la fin de la guerre froide. A ce jour, près d'une quinzaine de groupe terroristes opère sur le continent. Ce sont, entre autres, Boko Haram qui sévit au nord-est du Nigeria, les shebab qui tentent de déstabiliser la Somalie et la Corne de l'Afrique, enfin des groupes extrémistes liés à al-Qaïda (Aqmi et Ansar Dine), qui prolifèrent dans la région du Sahel, au sud du Sahara, notamment depuis que la Libye a sombré dans le chaos après la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

En ce qui concerne la piraterie, elle s'est développée dans les années 2000 dans le golfe d'Aden, avant d'étendre sa zone d'action, qui va aujourd'hui du golfe d'Oman (au nord) jusqu'au canal de Mozambique (au sud).

L'édition 2017 du Forum sur la paix et la sécurité était un moment privilégié pour le

président sénégalais, Macky Sall, de relancer le débat sur le rôle, les moyens et les droits des forces de maintien de la paix des Nations unies. Il a dit craindre le retour en Afrique de combattants terroristes venus d'autres régions du monde. « *Le risque aujourd'hui et pour les années à venir, c'est de voir des terroristes vaincus ailleurs chercher des zones de repli en Afrique. La riposte militaire sur le terrain contre les groupes terroristes est vitale. Il ne faut pas faire la fine bouche. On ne peut pas, avec des fleurs, accueillir ou régler le problème qui se passe sur le Sahel. Il faut régler le problème militaire d'abord* », a-t-il déclaré, avant d'insister: « *La réponse militaire doit être solidaire et globale pour ne laisser aucun sanctuaire aux groupes terroristes* ». Il s'exprimait devant ses homologues malien, Ibrahim Boubacar Keïta, et rwandais, Paul Kagame.

Se garder des solutions conçues sans l'Afrique

Pour le chef de l'Etat sénégalais « *il faut se garder des solutions toutes faites,*

conçues sans les Africains ». « *Les conséquences de ces interventions, nous les vivons au Sahel, sont souvent pires que le mal qu'elles étaient censées soigner. Chaque pays a une histoire, une expérience et des spécificités dont il convient de tenir compte* », a-t-il poursuivi, en allusion à l'intervention occidentale en Libye en 2011.

Le président rwandais, Paul Kagame, qui présidera en 2018 l'Union africaine, a, pour sa part, exhorté ses pairs africains à donner le meilleur d'eux mêmes pour assurer la paix et la sécurité sur le continent. « *Si nous laissons les autres définir nos défis et prendre la responsabilité de régler nos problèmes, nous ne pouvons-nous en prendre qu'à nous-mêmes* », a-t-il déclaré, tout en reconnaissant l'importance de la coopération internationale.

« *Aucun de nos pays n'a les moyens aujourd'hui (...) je ferai tout ce que je pourrai, jusqu'à mon dernier souffle, pour que mon pays ait les moyens de défense à hauteur de la menace qui lui est faite. Mais pas seul...* », a assuré, quant à lui, le président malien,

Ibrahim Boubacar Keïta, qui était également présent à ce forum.

Rappelons que la France était représentée par la ministre des Armées, Florence Parly, qui a appelé à un renforcement de la coopération, en prenant l'exemple de la force G5. « *La France n'abandonne pas ses partenaires et continuera à encourager et à aider toutes les actions positives pour la paix en Afrique. Nous discuterons d'une sécurité intégrée. Je crois que c'est la clé qui permettra la sécurité et la paix en Afrique, une sécurité africaine pour l'Afrique* », a-t-elle affirmé.

Le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique rassemble annuellement de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement africains, des partenaires internationaux ainsi que de multiples acteurs de la paix et de la sécurité. Il a été lancé lors du Sommet de l'Elysée de 2013 organisé par la France. La première édition de ce forum s'était tenue en décembre 2014, à Dakar.

Nestor N'Gampoula

DÉGRADATION DE LA PLANÈTE

15 000 scientifiques mettent en garde la communauté internationale

Des chercheurs de 184 pays ont lancé, le 13 novembre, un avertissement face aux risques de déstabilisation de la planète faute d'actions pour préserver l'environnement et les écosystèmes. Dans une déclaration rendue publique, ils ont proposé des pistes idoines pour remédier à cette situation.

« *L'humanité ne fait pas ce qui devrait être entrepris de manière urgente pour sauvegarder la biosphère menacée* », ont jugé les auteurs de la déclaration, vingt-cinq ans après une première mise en garde d'une majorité de lauréats du Prix Nobel.

En 1992, plus de 1700 scientifiques, réunis au sein de l'ONG «Union of Concerned Scientists», avaient averti le monde des conséquences de l'activité de l'homme sur la nature. Ils sont désormais 15 000 à tirer la sonnette d'alarme sur la dégradation de la planète. Dans le premier avertissement, ils argumentaient que l'impact de ces activités allaient probablement aboutir « *à de grandes souffrances humaines* ». Ils dénonçaient également le fait que cela contribuait à « *mutiler la planète de manière irréversible*

». Un quart de siècle plus tard, ces scientifiques ont lancé une mise en garde dans une tribune qu'ils qualifient de « *deuxième avertissement* ».

Selon Thomas Newsom, professeur à l'Université Deakin en Australie, co-auteur de la déclaration, le document publié « *retrace l'évolution de la situation des deux dernières décennies et évalue les réponses humaines en analysant les données officielles existantes* ». « *Bientôt, il sera trop tard pour inverser cette tendance dangereuse* », insiste-t-il.

Si les scientifiques estiment que la vaste majorité des menaces précédemment identifiées subsiste et que « *la plupart s'aggravent* », ils admettent néanmoins qu'il est encore possible d'inverser ces tendances pour permettre aux écosystèmes de retrouver leur durabilité.

La déclaration évoque également la perte de près de 120,4 millions d'hectares de forêts converties, pour la plus grande partie, en terres agricoles et un net accroissement des émissions de dioxyde de carbone et des températures moyennes du globe. Le texte fait aussi remarquer l'augmentation de 35% de la population mondiale et une

réduction de 29% du nombre de mammifères, de reptiles, d'amphibiens, d'oiseaux et de poissons. Malgré cela, les auteurs de la déclaration assurent que la situation peut être inversée même si depuis 25 ans, la quantité d'eau potable disponible dans le monde per capita a diminué de 26% et le nombre des zones mortes dans les océans a augmenté de 75%.

Plusieurs mesures ont été recommandées par les auteurs de l'appel, parmi lesquelles figurent la création d'un plus grand nombre de réserves naturelles terrestres et marines et un renforcement des lois contre le braconnage et des restrictions plus sévères du commerce des produits de la vie sauvage. Ils préconisent une plus grande généralisation du planning familial et des programmes d'éducation des femmes en vue de freiner la croissance démographique dans les pays en développement. Ces scientifiques ont, en outre, plaidé pour des mesures encourageant un régime alimentaire plus à base de plantes et l'adoption à grande échelle des énergies renouvelables et d'autres technologies vertes.

N.N.G.

CENTRAFRIQUE

Norwegian Refugees Council plaide pour le renforcement de la Minusca

La directrice régionale de l'ONG, Marianne Irion, a appelé à la protection des civils souvent pris pour cibles dans les violences et au renforcement de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (Minusca) pour éviter que le pays entier ne retombe dans la guerre civile.

« *Si nous devons éviter que le pays entier ne retombe dans la guerre civile, il y a un besoin urgent d'une meilleure protection de la population civile* », a estimé Marianne Irion dans un communiqué. Elle a relevé que ce besoin de protection des civils doit se faire par un renforcement de la Minusca, qui compte déjà 10 000 hommes déployés depuis 2014.

La résurgence des violences en Centrafrique a conduit certaines voix à s'élever pour appeler à une action urgente. C'est le cas de 28 organisations de la société civile centrafricaine et internationale qui, le 6 novembre, avaient lancé un appel à plus de troupes pour la Minusca, dont le renouvellement du mandat qui doit être examiné ce 15 novembre au Conseil de sécurité de l'ONU, à New York. Ce renforcement a été également demandé dans un récent rapport au Conseil de sécurité par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, après

une visite dans le pays en octobre.

Le renouvellement du mandat de la Minusca vise, outre une augmentation de ses contingents (900 militaires supplémentaires), à les rendre plus flexibles et mobiles pour contrer les menaces et les atteintes à la paix. La France a déjà soumis au Conseil de sécurité un projet de résolution à ce sujet. Une fois adoptée, la force onusienne sera autorisée à déployer sur le terrain jusqu'à 11 650 personnes, dont 2 080 policiers et 480 observateurs militaires.

Depuis plusieurs mois, la Centrafrique subit une recrudescence de violences contre les civils et des affrontements entre groupes armés, avec en ligne de mire le contrôle des ressources naturelles et des zones d'influence. L'ONU estime que plus de 600 000 personnes sont déplacées dans le pays et 500 000 sont réfugiées dans des Etats voisins du fait de ces violences. Environ 2,4 millions de Centrafricains, soit la moitié de la population, sont dépendants d'une aide internationale. La Centrafrique s'est enlisée dans un conflit depuis le renversement en 2013 du président François Bozizé par la coalition pro-musulmane de l'ex-Séléka, entraînant une contre-offensive de milices anti-balaka, prétendant défendre les chrétiens.

N.N.G.

SANTÉ PUBLIQUE

Clément Mouamba touche du doigt la triste réalité du CHU

Le Premier ministre a effectué une visite surprise, le 14 novembre en mi-journée, au plus grand établissement hospitalier du Congo, le Centre hospitalier universitaire de Brazzaville (CHU-B), paralysé depuis bientôt trois mois par une grève du personnel.

Le chef du gouvernement n'a certes pas de solution miracle à la situation combien préoccupante du Centre hospitalier universitaire dont les agents, en grève depuis le 1er août dernier, semblent ne plus entendre le langage de la raison à laquelle les appellent les autorités gouvernementales. « *En premier, c'est le salaire. Et puis, il y a ce que nous appelons l'aide sociale, c'est-à-dire les indemnités de fin de carrière, les allocations familiales et ainsi de suite. Eh bien, nous voulons une régularité* ». Depuis le 1^{er} août dernier, date à laquelle le docteur Albert Ngatsé-Okoko de l'intersyndicale résumait ainsi les revendications des grévistes qui entraînent de facto en grève, les choses n'ont pas vraiment bougé. Seulement un mois de salaire versé et aucune avancée dans le sens de l'amélioration des condi-

tions sociales.

Le Premier ministre qu'accompagnait, dans cette visite surprise, la ministre de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, a visité quelques rares services en fonctionnement grâce à un service minimum maintenu depuis quelques semaines. Il s'agit notamment des urgences et de l'unité des AVC. Il s'est ensuite concerté avec l'intersyndicale du CHU, dans l'espoir de trouver une solution à la crise qui perdure. Sans prendre un engagement ferme pour le paiement des arriérés de salaires, le point le plus attendu par les grévistes, le chef du gouvernement a souligné la nécessité de tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions de travail des agents. Notons que sur une capacité d'accueil de 750 lits, le CHU compte à ce jour une vingtaine de malades repartis au service des Urgences (déchoquage), à l'Unité des AVC et à la chirurgie polyvalente. Alors que les travailleurs qui ont perçu leur salaire du mois de juillet depuis le 19 octobre dernier exigent au moins un autre mois de salaire avant de reprendre le service.

La Rédaction

CRISE DU POOL

L'UE apporte une assistance humanitaire aux sinistrés

L'enveloppe estimée à 585 millions de francs CFA a été annoncée le 14 novembre à Kinkala, chef-lieu du département, par la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo.

Les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) au Congo, Saskia De Lang; de France, Bertrand Cochery et celui de l'Italie, Andréa Mazzella, ont pris part à la cérémonie. Le geste humanitaire apporté intègre le plan de réponse à l'aide humanitaire d'urgence lancé en juillet dernier par le gouvernement et les Nations unies, en vue de secourir les 138 000 personnes qui ont fui les violences et les exactions dans cette zone. L'objectif est de sauver la vie à des milliers de personnes déplacées, en les aidant à subvenir à leurs besoins nutritionnels.

Dans le montant global apporté, le Programme alimentaire mondial a contribué à hauteur de 700 000 euros; la France a donné 400 000 euros; la Commission européenne a versé la somme de 300 000 euros et l'Italie a octroyé 200 000 euros.

Ces fonds seront alloués aux sinistrés logés dans les différents sites d'hébergement et dans les familles d'accueil, par « transferts alimentaires ». Il s'agit d'une nouvelle méthode adoptée par l'ensemble des partenaires. Celle-ci permet aux sinistrés d'aller directement dans des boutiques dûment répertoriées s'approvisionner en vivres et autres aliments de premières nécessités,

sur simple présentation d'un bon de commande ou d'un reçu signé.

« *Nous ne sommes plus obligés d'embarquer des vivres depuis Brazzaville, tout ce fait maintenant sur place par transfert monétaire électronique via un téléphone portable* », a précisé la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo.

D'après des statistiques publiées à cette occasion par le directeur départemental de l'Action humanitaire, Alphonse Blaise Bemba, à ce jour, 3381 personnes déplacées sont enregistrées à Kinkala. Elles sont logées dans cinq sites d'hébergement différents, notamment 55 à la Sous-préfecture; 65 à l'annexe de l'Eglise évangélique du Congo; 44 au site Sainte-Monique A; 172 à Sainte-Monique B et 80 au poste de l'Armée du salut. Il faut signaler que 2 930 autres personnes sont logées dans des familles d'accueil disséminées dans la ville. Dans l'ensemble du département, les déplacés sont évalués à environ 18 882, répartis dans 14 localités.

Les sinistrés réclament la paix

Après le lancement officiel, la ministre et toute sa suite ont visité deux sites d'hébergement, sur les cinq que compte la ville de Kinkala. Dans ces sites, à vive voix, les personnes en détresse ont souhaité le rétablissement de la paix dans le département afin qu'elles regagnent leurs villages respectifs.

« *Depuis plusieurs mois, nous vivons ici mais dans des conditions misérables. Nous sommes fatigués*

et voulons repartir chez nous. Pour subvenir à nos besoins, nous attendons 10 800 FCFA qu'on octroie à chaque sinistré par mois. Pour en avoir, nous devons attendre deux mois après, c'est vraiment pénible », a indiqué Auguste Loufoua, sinistré logé au site de la Sous-préfecture.

« *Vivre dans ces conditions? c'est un véritable calvaire. Ici, nous ne faisons rien, il n'y a pas de petits boulots à partir desquels nous pouvons survivre. Nous souhaitons rentrer chez nous, parce que là-bas, nous savons comment faire pour vivre* », a souhaité Christian Monanzambi, un jeune sinistré habitant le même site.

A propos du retour conditionné par la paix, les partenaires présents à cette cérémonie ont promis leur soutien au processus qui concourt au rétablissement de la paix dans ce département, en vue de permettre à ces sinistrés de regagner leurs villages respectifs.

« *Voir les gens vivre dans ces conditions depuis plus d'un an, on le ressent encore plus fortement qu'il y a l'urgence de retourner à la paix dans cette zone vitale du pays. Ils vivent dans des tentes certes mais retourner chez eux c'est quelque chose de mieux* », a indiqué l'ambassadeur de l'Union Européenne au Congo, Saskia de Lang.

Le lancement officiel de cette aide humanitaire a eu lieu en présence des autorités locales et départementales.

Firmin Oyé

ŒUVRES SOCIALES

La Fondation Harris-Oyo équipe trois écoles en tables-bancs

Le don composé également d'accessoires informatiques et de matériel didactique a été remis, le 14 novembre à Brazzaville, à trois établissements du cycle primaire du cinquième arrondissement, Ouenzé.

Le geste de l'organisation caritative et humanitaire a été accompli dans le cadre de son projet Opération scolaire. Celui-ci vise à équiper progressivement les écoles de la circonscription scolaire de Ouenzé en tables-bancs, accessoires informatiques et autres matériels didactiques.

Le don est reparti en lot de 100 tables-bancs dans les écoles primaires Trois Martyrs et Saboukoulou I et II. Il contribuera à offrir de meilleures conditions d'apprentissage.

Parmi les innovations à l'école primaire, on compte également l'usage des supports numériques et des logiciels appropriés qui améliorent les résultats et le niveau de com-



Un échantillon de tables-bancs présenté aux élèves/Adiac

préhension des élèves. Pour les enseignants, ces mêmes supports favorisent la recherche pédagogique. En tout cas, sensibiliser les écoliers aux supports numériques pourrait faciliter à long terme leur insertion professionnelle et leur permettre de mieux comprendre le fonctionnement des technologies utilisées au quotidien.

« *Nous sommes très ravis car les questions d'éducation constituent les enjeux de taille qui méritent de préparer les nouvelles dispositions d'esprit. Et, la Sagesse enseigne que, celui qui garde le chemin de l'instruction prend le chemin de la vie. Mais nous souhaitons que ce geste soit régulier* », a recon-

nu Alice Ngabali, directrice de l'école des Trois Martyrs.

Outre l'humanitaire, la Fondation Harris-Oyo que dirige le député Romi Oyo tient également à valoriser la main d'œuvre locale. C'est ainsi que les trois cents tables-bancs ont été confectionnés avec du bois local et dans des ateliers de menuiserie des habitants de

Ouenzé.

« *On nous a fait confiance, parce que nous sommes convainçants en ce qui concerne le travail. Deux cents tables-bancs sont fournis en une semaine. Donc, la main d'œuvre locale n'est plus à démontrer* », a commenté Olivier Kiang, un artisan menuisier.

Selon le représentant de cette fondation, Franck Inokomis, cette donation cadre avec la vision du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, qui consiste à réhabiliter les structures scolaires actuelles en tenant compte des nouvelles exigences. « *Par ce don, nous attachons notre engagement à la formation de l'élite congolaise. C'est un long processus qui nous conduira vers d'autres établissements scolaires. Nous exhortons les élèves et les enseignants à faire bon usage de ce matériel* », a déclaré Franck Inokomis.

Fortuné Ibara

DISPARITION

Le PCT rend hommage à Pierre Ondongo

Le secrétariat permanent du Parti congolais du travail (PCT), conduit par son secrétaire général, Pierre Ngolo, a salué, le 14 novembre à Brazzaville, la mémoire de son militant décédé le 28 octobre dernier à 63 ans.



Pierre Ngolo rendant un dernier hommage à l'illustre disparu

Né le 28 novembre 1954 à Brazzaville, l'illustre disparu a fait ses études primaires à Abala, dans les Plateaux, où il a obtenu son Certificat d'études primaires élémentaires en 1968. Orienté au collège d'enseignement général de la même localité, il en sort avec le Brevet d'études moyennes générales en 1973.

C'est à Brazzaville que Pierre Ondongo a arraché son certificat de fin d'études des écoles normales et le certificat d'aptitude professionnelle. Admis au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature, il obtient le brevet de cette école dans la filière administration générale en 1994. Administrateur des SAF, Pierre

Ondongo bénéficie d'une bourse d'études à l'E.N. FF SORTI de Bruxelles, en Belgique, d'où il revient inspecteur des impôts. Il a occupé plusieurs fonctions dont celles de directeur adjoint de l'Ecole d'application, directeur régional de la jeunesse de la ville de Brazzaville et chef de bureau chargé de l'insertion des jeunes dans les petits métiers à la direction générale de la jeunesse.

Au plan politique, ce cadre de l'Union de la jeunesse socialiste congolaise (UJSC) a été admis au PCT en 1974. Ainsi, il a été successivement premier secrétaire de l'UJSC de l'arrondissement 5 Ouenzé et de la ville de Brazzaville. Membre du comité central du PCT depuis 1991,

Pierre Ondongo est secrétaire permanent chargé du mouvement associatif du comité du parti de la ville de Brazzaville. « C'était un camarade du parti, un fidèle homme de conviction politique, un grand ami », a fait savoir Isidore Lekielé Ofo, membre du PCT.

« Il nous laisse comme héritage l'humilité, la tranquillité. Pierre Ondongo était un camarade qui travaillait sans bruit, sans fracas. Vraiment c'est une grande perte pour notre parti », a déclaré le président de la fédération PCT de Brazzaville, Gabriel Ondongo. L'illustre disparu a laissé une veuve et cinq enfants.

Jean Jacques Koumbemba

TIC

Les JNTIC 2017 vont vulgariser des projets décisifs

Le salon prévu du 20 au 21 novembre à Brazzaville veut susciter l'adhésion des différents publics au projet de société « La marche vers le développement », en souhaitant forger une opinion favorable sur les actions menées dans le secteur ces dernières années.

Organisées par la société BPO que dirige Blaise Pascal Okotaka Ebalé, les Journées des nouvelles technologies de l'information et de la communication (JNTIC 2017) bénéficient de l'appui institutionnel du gouvernement et poursuivent deux objectifs essentiels. Elles ambitionnent de vulgariser les actions déjà entreprises en termes d'infrastructures et d'écosystème ensuite sensibiliser l'opinion aux opportunités qu'offre cet environnement à l'heure de l'économie numérique.

Elles sont placées sous le patronage du Premier ministre, Clément Mouamba, et se tiennent sur le thème « Tout sur les réalisations dans le secteur des télécommunications & nouvelles technologies durant le septennat 2009-2016, et défis & perspectives du quinquennat 2016-2021 dans le cadre de la mise en œuvre du projet de société « La marche vers le développement ».

« Le Congo a construit des infrastructures dans le domaine des télécommunications. Elles sont un atout nécessaire pour le développement de diverses activités et la diversification de l'économie », explique Blaise Pascal Okotaka Ebalé, commissaire général du salon.

Pendant deux jours, autour des

conférences et expositions, les JNTIC accueilleront en synergie des groupements corporatifs, associations professionnelles, opérateurs télécoms, équipementiers (Matériels & Logiciels), fournisseurs de services, intégrateurs, pouvoirs publics et gouvernants, clients, prospects entreprises et utilisateurs professionnels.

Les JNTIC ont été ouvertes à l'international en vue de sensibiliser l'opinion extérieure à la politique de développement du secteur des télécommunications et des nouvelles technologies menée par le pays pour relever le défi du développement économique et social.

Parmi les délégations étrangères attendues, on note une forte participation de la République démocratique du Congo. Les ministres de la Communication et des médias; des Postes, télécommunications et nouvelles technologies ainsi que le conseiller spécial du président Joseph Kabila en charge du numérique ont confirmé leur participation, souligne Blaise Pascal Okotaka Ebalé.

« Les JNTIC offrent aux professionnels une variété d'opportunités pour nouer des relations d'affaires et exposer leur savoir-faire, et au grand public, une aire pour appréhender les avancées technologiques », précise-t-il.

A côté des ateliers thématiques et conférences, les JNTIC ont prévu de faciliter des rencontres B to B et des rendez-vous d'affaires. Elles prévoient, côté vitrines, 20 exposants et plus de 5000 visiteurs institutionnels, corporates et particuliers.

Quentin Loubou

PME

L'artisanat congolais veut pénétrer le marché américain

Une équipe d'experts américains est attendue à Brazzaville pour travailler avec les artisans locaux dans le processus de diversification de l'économie.

Le sujet a été au menu d'une rencontre, le 13 novembre, entre l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Todd Haskell, et la ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany.

À en croire le diplomate américain, le renforcement des échanges commerciaux entre les deux pays passe notamment par l'amélioration du climat des affaires au Congo, ainsi que des échanges d'expériences en matière de l'attractivité des investisseurs extérieurs.

« Nous allons donc faire venir des experts, qui vont travailler avec le ministère et les artisans congolais. Je suis certain que les Etats-Unis peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration du climat des affaires et le processus de diversification de l'économie congolaise », a déclaré l'ambassadeur, Todd Haskell. Les deux parties ont également évoqué le mécanisme Agoa « African growth and opportunity act », un dispositif qui permettra aux PME d'accéder facilement au marché américain à travers les exonérations fiscales et partages d'expériences.

Il s'agit d'une véritable opportunité, a souligné la ministre des PME, compte tenu de l'importance du marché américain. Un document straté-



Les deux parties lors de la séance de travail
ner les produits pouvant réellement convenir à ce marché », a indiqué Yvonne Adélaïde Mougany.

Après son entretien avec la ministre des PME, l'ambassadeur des Etats-Unis a conféré, le 14 novembre, avec le ministre de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat, Josué Rodrigue Ngonouimba.

Avec ce dernier, les échanges ont porté sur la coopération entre les deux Etats.

« Ma priorité est non seulement de renforcer la coopération entre les deux pays, mais aussi de trouver des domaines de collaboration. Je verrai comment inciter les hommes d'affaires américains à venir investir au Congo », a déclaré le diplomate américain, avant de relever que pour rendre le pays attractif aux investisseurs, il est nécessaire d'améliorer le climat des affaires.

Outre le domaine de la construction et de l'urbanisme, les Etats-Unis collaborent déjà avec la République du Congo dans plusieurs autres secteurs.

Fiacre Kombo
et Lopelle Mboussa Gassia

COP 23

Le président Denis Sassou N'Guesso à Bonn pour défendre la cause du Bassin du Congo

Le chef de l'Etat a quitté Brazzaville dans la nuit du 13 novembre par l'aéroport international Maya Maya pour se rendre en Allemagne où il va défendre la cause du Congo et de l'Afrique.



Le chef de l'Etat, à Oyo le 9 mars DR Patrick Robert

Défenseur acharné de la préservation de l'environnement, Denis Sassou N'Guesso prendra activement part à la 23^e Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques - CCNUCC qui s'ouvre le 15 novembre en Allemagne, au côté de ses pairs africains,

les présidents gabonais Ali Bongo, guinéen et de l'Union africaine Alpha Condé, sénégalais Macky Sall, de nombreux chefs d'Etat, Premiers ministres, ministres de l'Environnement, et du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

À Bonn, le chef de l'Etat dé-

fendra les efforts du Congo dans cette bataille qu'il a commencée bien avant que la protection de l'environnement ne devienne une exigence du développement.

Il devrait saisir cette occasion pour interpeller les pays développés reconnus comme grands pollueurs et leur demander d'honorer leurs engagements pris lors des conférences antérieures en termes de financements, notamment des actions africaines de préservation de l'environnement, à l'instar du Fonds bleu pour le Bassin du Congo.

Initiateur de ce projet pendant la Cop22 à Marrakech, le président de la République ne manquera pas d'inviter la communauté internationale à contribuer au financement du Fonds bleu pour le Bassin

La ministre Arlette Soudan-Nonault interpelle les négociateurs

Sur le stand de la Commission Climat du Bassin du Congo, la ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan-Nonault, a expliqué les enjeux de la participation du Congo à la 23^e session de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Dans son allocution, la ministre congolaise a rappelé qu'en marge de la COP22 à Marrakech, trois commissions avaient été mises en place sous l'impulsion du roi Mohamed VI : la Commission des États insulaires, la Commission Sahel et la Commission climat du Bassin du Congo présidée par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso. «*Le chef de l'Etat a doté la Commission climat du Bassin du Congo d'un outil et d'un cadre institutionnel*», a-t-elle indiqué, rappelant que le Fonds bleu pour le Bassin du Congo avait été acté à Marrakech et a connu une première étape à Oyo avec la signature du mémorandum d'entente. La nouvelle étape de négociations en Allemagne s'annonce cruciale, ce qui a conduit Arlette Soudan-Nonault à interpeller les négociateurs en ces termes sur la nécessité de réagir avec force et gérer de toute urgence les questions climatiques et environnementales.

du Congo acté par plus de 10 pays africains à Oyo, le 9 mars 2017.

Marie Alfred,
envoyé spécial à Bonn,
avec la rédaction et AFP

A Bonn, la hausse des émissions en 2017 met les Etats sous pression

Les émissions mondiales de CO2 sont repartiées à la hausse cette année, une mauvaise nouvelle pour le climat et la communauté internationale.

Après trois années stables, les émissions liées à l'industrie et à la combustion d'énergies fossiles devraient croître de 2% (entre 0,8 et 2,9%) cette année par rapport à 2016 et atteindre un niveau record, soulignent les chercheurs du Global Carbon Project. Leur étude vient confirmer les sombres conclusions du dernier rapport de l'agence Environnement de l'ONU (Pnue), qui relevait que le monde ne faisait pas assez pour tenir les objectifs de l'accord de Paris visant à garder le réchauffement planétaire sous

2°C, voire 1,5°C. Pour y arriver, «*il faudrait que les émissions atteignent leur +pic+ ces prochaines années puis diminuent rapidement*», rappelle une des auteurs, Corinne Le Quééré, de l'université britannique d'East Anglia, pour qui ces résultats sont «*une grande déception*».

Recul pour le genre humain

À l'origine du boom des émissions, la Chine, qui a vu sa production industrielle bondir. Mais pas seulement. Les Etats-Unis (où la consommation du charbon a crû pour la première fois en cinq ans face à la cherté du gaz) et l'Union européenne font moins bien que les années précédentes.

Avec le réchauffement crois-



DR Patrick Robert

sant, la Terre se rapproche de «*points de bascule*» irrémédiables : fonte de calottes polaires, disparition de glaciers... a prévenu un rapport scientifique remis lundi à l'ONU.

A Bonn, les délégués négocient les règles d'application de l'accord de Paris (notamment sur la transparence des actions nationales), qui ne seront pas finalisées avant fin 2018 et la COP24. Ils doivent aussi lancer un «*dialogue*» d'un an pour préparer la révision des engagements climatiques nationaux, présentés par chaque pays avant la COP21.

«*Côté négociations, il y a du progrès*», a estimé la responsable climat de l'ONU, Patricia Espinosa, à mi-parcours. «*Côté action, on voit des signaux positifs, mais nous sommes aussi conscients qu'il y a un fossé à combler. Nous devons agir vite*».

M.A.N.,
envoyé spécial à Bonn,
avec la rédaction et AFP

Charbon propre ?

Des gouverneurs d'Etats américains sont venus présenter à la COP23 leur politique volontariste. Mais selon un rapport, cela ne compensera pas entièrement le désengagement fédéral décidé par Donald Trump.

Le 13 novembre dans la soirée, des responsables de l'administration Trump étaient à Bonn pour défendre les énergies fossiles, au cours d'une réunion qui a été perturbée par des défenseurs des énergies vertes. «*Il ne fait pas de doute que les énergies fossiles vont continuer à être utilisées*», a déclaré George David Banks, assistant du président Trump pour l'énergie, entouré de représentants de l'industrie du charbon et du nucléaire. Mais «*il est dans l'intérêt de tous que, lorsque des énergies fossiles sont utilisées, elles soient aussi propres et efficaces que possible*», a-t-il ajouté, plusieurs fois interrompu par des militants aux cris de «*menteurs!*» ou «*il n'y a pas de gaz propre!*»

Interrogé la veille sur cette réunion américaine, Frank Bainimarama, Premier ministre de Fidji, président de la COP23, avait accueilli l'initiative fraîchement. «*Je ne veux pas me lancer dans un débat avec les Etats-Unis. Mais nous connaissons tous les effets du charbon, de son extraction et bien sûr de sa combustion, sur le climat*».

M.A.N.,
envoyé spécial à Bonn,
avec la rédaction et AFP

La Syrie a rejoint l'accord de Paris sur le climat

La Syrie a formellement rejoint l'accord de Paris contre le réchauffement climatique, les Etats-Unis restant seuls désormais à le rejeter. Damas avait annoncé son intention de rejoindre l'accord, la semaine dernière, par la voix de son vice-ministre de l'Environnement, Wadah Katmawi, présent en séance plénière à la conférence climat (COP23) en cours à Bonn. 169 Etats ont ainsi ratifié le pacte sur 196 pays membres de la Cenucc - Convention cadre sur les changements climatiques - . 27 pays ont adopté l'accord sans l'avoir encore ratifié.

Adopté par la communauté internationale en décembre 2015, l'accord de Paris vise à limiter le réchauffement sous 2°C par rapport à la Révolution industrielle. Porté, signé puis ratifié par l'administration du président américain, Barack Obama, il a été dénoncé par son successeur Donald Trump en juin.

Une délégation des Etats-Unis, toujours membre de la Cenucc et qui ne pourra formellement quitter l'accord avant novembre 2020, est présente, dans l'idée de «*protéger les intérêts américains*», selon le Département d'Etat. Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques, Thomas Shannon, doit s'exprimer jeudi à la tribune des ministres et responsables gouvernementaux.

SANTÉ PUBLIQUE

Des partenaires engagés à soutenir le Congo

L'appui financier du Fonds mondial, de la Banque mondiale ainsi que de l'Unicef, en ce qui concerne le vaccin, a été révélé le 10 novembre, à Brazzaville, après la présentation technique de l'état de santé du pays par le Pr Richard Bileckot, lors de l'atelier de réflexion sur le financement du système de santé.

Le tableau a montré qu'au Congo, une femme meurt par jour pendant l'accouchement. Le pays connaît des problèmes de financement, de manque d'antibiotiques et d'intrants de sang, de taux élevé des séropositifs ainsi que de régression de la couverture vaccinale.

2018 à 2020, a-t-elle poursuivi, un financement sera effectué en vue d'appuyer l'accompagnement de la distribution des moustiquaires imprégnées.

Le représentant de la Banque mondiale par intérim au Congo, Mr. Itaki, a invité par contre les deux chambres du Parlement à créer des mécanismes pour les ministères dans le domaine de la santé. « *La Banque mondiale ne baissera pas ses bras pour la recherche des financements alternatifs en matière de santé. Elle n'abandonnera pas le gouvernement congolais* », a-t-il promis, avant de rappeler

« *Nous sommes en train de réfléchir en tant que partenaires pour amener, dans six mois, des vaccins au ministère. Les enfants ont le droit à la santé et ne doivent pas attendre car ils meurent vite* », a-t-elle indiqué.

Le Congo sort de l'éligibilité de Gavi

Le responsable de l'Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation (Gavi), le Dr Alain Komi Ahawo, a expliqué les raisons du retrait du Congo de cette alliance. Selon lui, le pays est le deuxième d'Afrique centrale à avoir atteint

les premiers pays à sortir de l'éligibilité Gavi. L'alliance reste en réserve pour continuer ses actions au Congo mais le pays doit maintenir l'équilibre car le tétanos a été éliminé et la poliomyélite éradiquée », a-t-il dit.

Notons que cet atelier de réflexion sur le financement des systèmes de santé au Congo a regroupé le ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, et ses homologues des Affaires sociales, Antoinette Dinga Dzondo; du Plan, Ingrid Ebouka Babakas ainsi que les membres des deux chambres du Parlement.

ressources. Elle a sollicité l'accompagnement des partenaires. « *Le Congo a choisi d'élaborer un plan de développement bien précis* », a-t-elle annoncé.

Antoinette Dinga Dzondo a déploré les dépenses énormes en soins par les ménages causés par le manque de médicaments dans les hôpitaux, l'impossibilité aussi bien de payer les frais d'hospitalisation des personnes vulnérables que de les évacuer, ainsi que le manque d'actes de naissance pour certains enfants et bien d'autres. Au niveau psychologique, l'on lit la colère; le chagrin; l'abandon des soins, etc. Prenant la parole, Jacqueline Lydia Mikolo a énuméré les points prioritaires du gouvernement en matière de santé pour l'année 2018 tout comme les réformes du système de santé. Les priorités du gouvernement, a-t-elle dit, se résument à la disponibilité du médicament; la santé de base : centres de santé intégrés, hôpitaux de base, ravitaillement des districts sanitaires, découpage du pays en 52 districts sanitaires ainsi qu'à la santé de la mère à l'enfant.

Les réformes du système sanitaire se situent au niveau de l'organigramme et du cadre juridique du ministère, des districts sanitaires hospitaliers, du système pharmaceutique; de la transfusion sanguine; du laboratoire de santé publique; des ressources et bien d'autres.

Au terme de la rencontre, le député Marien Mobondzo Edzonga, rapporteur de la commission finances et économie à l'Assemblée nationale, a indiqué que l'interpellation des partenaires leur permettra de fournir des efforts afin que les ressources mises à leur disposition soient utilisées à bon escient. « *Même en période de rareté de ressources, on peut faire en sorte que la ressource donne un tableau plus ou moins acceptable* », a-t-il signifié.

Lydie Gisèle Oko



Des membres du gouvernement avec les partenaires au développement (Adiac)

Le Fonds mondial, représenté par la gestionnaire du portefeuille Afrique centrale, Sandrine Lourenço, a sollicité un financement supplémentaire auprès d'autres partenaires. Selon elle, le partenariat commencé en 2003 a été concrétisé avec le Congo en 2005. Il a permis de financer contre trois maladies : la tuberculose, le VIH et le paludisme. De

: « *Le Congo avait bénéficié d'un montant de 10 milliards FCFA en 2003 et de 30 millions de dollars en 2017, dans le cadre du deuxième Programme de développement des services de santé.* ».

La représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques de Souza, a assuré, au nom du Système de Nations unies, de continuer la collaboration avec le Congo.

le taux de réduction de la mortalité infantile avec de fortes proportions.

Cette réduction, a-t-il poursuivi, s'explique par l'introduction de nouveaux vaccins contre le tétanos, la poliomyélite ainsi que par le taux élevé de la couverture vaccinale à 90 %. « *De 2003 à 2017, Gavi a introduit 30 millions Francs CFA pour le vaccin. Le Congo et l'Angola sont*

Le plaidoyer des membres du gouvernement a porté sur les difficultés de financement de l'Etat, les dépenses médicales des ménages ainsi que les réformes et les points prioritaires du système de santé dans le pays.

La ministre en charge du Plan, Ingrid Ebouka Babakas, a évoqué les difficultés financières du gouvernement qui est à la recherche des

Invitation

Antoine N'Gakosso a le plaisir de vous inviter à la cérémonie de présentation et de dédicace de son livre « L'émergence économique dans les pays de l'Afrique Subsaharienne : Comment y parvenir ? » ce vendredi 17 novembre 2017, à 15h30mn, à la Librairie « Les Dépêches de Brazzaville »

Cordiale bienvenue

Etudes
africaines

Série Economie

Antoine N'GAKOSSO

L'Émergence économique dans les pays de l'Afrique Subsaharienne

Comment y parvenir ?



L'Harmattan

JOURNÉE MONDIALE DES PAUVRES

Les Congolais célèbrent la figure du cardinal Biayenda

Un pèlerinage à Ars est organisé ce week-end pour participer à une Eucharistie, sous le thème : « Le curé d'Ars et le cardinal Emile Biayenda, deux visages de la miséricorde au cœur des pauvres et des familles ».

Quel lien y a-t-il entre St Jean-Marie Vianney, dit le curé d'Ars, un saint français du 18^e siècle et le cardinal congolais, Emile Biayenda, archevêque de Brazzaville de 1971 à sa mort, le 23 mars 1977 ? C'est pourtant de ces deux figures d'Eglise que Mgr Pascal Roland, évêque du diocèse de Belley-Ars, a convié la communauté africaine à se souvenir, ce dimanche, à l'occasion de la 1^{re} journée mondiale des pauvres.

L'universalité de l'Eglise catholique romaine aura su abolir les barrières du temps et de l'éloignement géographique entre les deux prêtres. Le 28 août, lors du colloque « Tous appelés à la sainteté : le chemin de la miséricorde » à Ars, Mgr Pascal



L'affiche de l'événement ©DR

Roland avait souligné les liens entre le Saint curé et le cardinal congolais, dans une intervention intitulée « St Jean-Marie Vianney et le bon cardinal Emile Biayenda, disciples de la miséricorde ». Il a rappelé que le prélat assassiné, qui avait une très grande dévotion pour saint Jean-Marie Vianney depuis le petit séminaire, fut le premier curé d'une église placée sous le patronage du saint dans le quartier alors naissant de Mouléké. Mgr Biayenda s'est rendu en pèlerinage à Ars et avait établi des liens avec le sanctuaire.

Mgr Pascal Roland connaît bien la vie et l'œuvre du cardinal Emile Biayenda et a présidé le 22 mars dernier à la Cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville, la messe de célébration du 40^e anniversaire de sa mort. A ses yeux, Emile Biayenda est le « curé d'Ars » d'Afrique.

St Jean-Marie Vianney et le cardinal congolais, reconnus pour leur humilité, se sont faits durant leur vie, les apôtres de la

pauvreté évangélique authentiquement vécue. « L'homme est un pauvre qui a besoin de tout demander à Dieu », enseignait le saint curé d'Ars. « Ce que je vous demande, c'est cette grâce de me sentir toujours pauvre et néant pour m'appuyer sur vous et ne jamais rien risquer sans vous », lui répondait comme en écho Emile Biayenda dans les notes de son cahier de retraite de préparation au diaconat. Le procès en béatification du cardinal congolais a été ouvert, le 20 mars 1995. Nul doute que les deux prélats sauront inspirer les pèlerins à « une rencontre authentique avec les pauvres » comme les y invite le pape François, à l'occasion de la journée mondiale des pauvres.

Cette journée a été lancée par le Saint-père à l'issue du Jubilé de la miséricorde, célébré par l'Eglise catholique romaine, du 8 décembre 2015 au 20 novembre 2016. La première édition a lieu, ce 19 novembre.

Rose-Marie Bouboutou

TRANSPORT MARITIME

Le bateau Esperanza refoulé à Pointe-Noire

L'organisation de protection de l'environnement, Greenpeace, a regretté, le 13 novembre, que les autorités du Congo-Brazzaville aient empêché la semaine dernière son navire d'accoster dans la capitale économique, après des étapes en RDC et au Cameroun.

«Pendant deux jours, le navire avait abordé les eaux congolaises. Mais les responsables du port et du gouvernement à Pointe-Noire ont refusé l'accostage, affirmant n'avoir aucune connaissance préalable de l'arrivée du navire et de ses activités sur le territoire congolais», a écrit Greenpeace dans un communiqué. «Le navire a fait une tournée au Cameroun et en République démocratique du Congo (RDC)

pour exhorter les acteurs environnementaux à sauvegarder et à gérer durablement la forêt du Bassin du Congo, qui est la deuxième plus grande forêt pluviale du monde», a ajouté Greenpeace.

En RDC voisine, un journaliste de l'AFPTV avait assisté en fin octobre à une conférence sur l'Esperanza à Matadi, après une mission dans les tourbières de la forêt équatoriale qui retiennent des quantités énormes de carbone, selon Greenpeace. «Nous sommes profondément déçus par la réduction de l'espace mis à la disposition des organisations de la société civile congolaise et de leurs partenaires pour un échange franc sur la conservation de l'environnement», a déclaré Victorine Che, chef du projet forestier de Greenpeace.

AFP

DJIBOUTI

Signature d'une convention de subvention

Par le biais de son ministre de l'Economie et des finances, Ilyas Moussa Dawaleh, et de l'ambassadeur de France, Christophe Uilhou, et du directeur de l'Agence française de développement (AFD) à Djibouti, Philippe Collignon, le gouvernement djiboutien et la France ont signé une convention de financement pour le renouvellement du Fonds d'études et de renforcement de capacités (FERC).

D'un montant de 500 000 euros, ce fonds devrait permettre au gouvernement djiboutien d'engager des études de faisabili-

té et de préparation de nouveaux projets, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, de la gouvernance, des infrastructures, de la santé et de l'éducation, a-t-on appris.

D'autres secteurs pourraient être retenus comme prioritaires dans le cadre des orientations stratégiques du gouvernement. C'est le cas de la «Vision 2035» et de la «Stratégie de croissance accélérée et de la promotion de l'emploi (Scape)», en lien avec la stratégie d'intervention de l'AFD à Djibouti.

Noël Ndong

le centre culturel russe

SAM 18 Nov 2017

présente

Djason philosophe

The winner, o vencedor, el caliente

& SUPER NKOLO MBOKA

En spectacle MULTI COLOR (Rumba, Salsa, Samba, Folk et Variétés)

17h/30

Entrée sur invitation

TRAVAUX PUBLICS

Vers la relance du chantier routier

Les opérateurs économiques chargés de la construction des ponts ont été reçus, le 14 novembre à Brazzaville, par le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier Emile Ouosso. A l'ordre du jour : le point sur l'état d'avancement des travaux.



Les opérateurs économiques en séance de travail

Moderniser le secteur routier est un enjeu de développement majeur pour le pays. Cette année, le ministère en charge de l'Équipement et de l'entretien routier entend relever le défi avec la relance du chantier routier. Pour ce faire, une réunion de contact a permis aux parties prenantes de se faire une idée sur le niveau des travaux réalisés non réceptionnés, ceux en cours de réalisation ou inachevés, ainsi que des travaux jamais démarrés. Le niveau d'endettement de l'État congolais auprès des quatorze opérateurs économiques concernés dans dix-huit projets a également été évoqué. Jean Paul Matima, opérateur économique, ne cache pas sa satisfaction après cette première rencontre. « Le ministre vient de nous assurer parce qu'actuellement nous sommes en train de mettre le budget en place. On va voir l'année prochaine », optimise-t-il et de poursuivre : « On n'est pas trop assuré. Mais venant d'un ministre, nous pensons qu'il y a quand

même quelque chose qui va se faire. Depuis environ une année, nous ne travaillons pas, faute de paiement. »

Jean Marc Boukoro, un autre opérateur économique, reste aussi confiant malgré la cessation de paiement. Cette situation a causé un ralentissement ou un arrêt total des travaux. « Soyez rassurés que l'État se bat pour avoir les ressources nécessaires en vue de la poursuite du chantier routier. C'est la volonté politique affirmée de faire que ce qui a été acquis en matière d'infrastructures routières, d'infrastructures de base ait des budgets pour

l'entretien », a rassuré Emile Ouosso.

Avant la relance des travaux, une série de rencontre sera organisée par le ministère de l'Équipement et de l'entretien routier. La semaine prochaine le tour reviendra aux opérateurs économiques chargés de la construction des routes. « Un calendrier sera établi afin de boucler ces dossiers d'ici à la fin de ce mois pour voir dans quelle mesure mobiliser les fonds pour relancer les travaux en cours d'achèvement », a conclu le directeur de l'Équipement et de l'entretien routier, Blaise Onanga.

Josiane Mambou Loukoula

Le BCBTP en quête d'un nouveau souffle

En séjour au Congo, la délégation de la société Vectra, conduite par son directeur industriel, Mickael Deniaud, audite sur le matériel acquis par le Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics (BCBTP). L'objectif fixé est de conquérir le marché sous-régional pour rentabiliser ce matériel.

Depuis 2013, le BCBTP a acquis un important lot de matériel auprès de la société française Vectra, spécialisée dans l'entretien routier. Faute de marché, ce matériel n'est pas rentabilisé. C'est dans ce cadre que cette délégation est arrivée au Congo afin d'accompagner le BCBTP dans l'auscultation des chaussées et transmettre son savoir. « Le BCBTP est muni d'une gamme très large de matériel, tous les moyens techniques pour intervenir et faire un contrôle de réseau de qualité. Nous sommes déjà en collaboration avec le BCBTP afin de l'accompagner dans ce développement stratégique et important. Cela va se faire par des missions externes », a fait

savoir Mickael Deniaud, le 14 novembre à Brazzaville.

Au cours de cette mission, elle fera une mise à jour du matériel longtemps resté en stand-by. Le directeur général du BCBTP, Joseph Bikoumou, y voit un « redémarrage » effectif des activités de l'ingénieur de l'État. A en croire ce dernier, cette structure est la première en Afrique centrale à être dotée de ce type d'équipements. Au nombre du matériel acquis, on note le portancemètre (mesure du module des plateformes); le radar (mesure des épaisseurs des couches de structure de chaussée); la deflectographie; l'Imag; le dynaplaque... Après Brazzaville, ces experts se rendront à Pointe-Noire pour la poursuite de leur mission, en vue de faire la promotion de ce bureau de contrôle. Leader en ingénierie routière en France, la société Vectra développe le matériel de haute technologie pour les entretiens routiers.

J.M.L.



PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQUAP)

Cofinancement Congo/Banque Mondiale
BP 14729 BRAZZAVILLE
Tél: [00 242] 06 956 86 64

Email : cepdurquapdggt@gmail.com/batoung123@gmail.com

AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre du soutien au programme d'investissement dans l'infrastructure visant à stimuler les économies locales et à améliorer les conditions de vie des populations lancé par les autorités Congolaises en 2004, la Banque Mondiale a accordé au Gouvernement de la République du Congo un prêt en vue de financer les activités du projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuAP).

Ce projet qui s'inscrit dans la poursuite des activités menées dans le cadre du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU), a pour objectifs (i) d'améliorer l'accès aux infrastructures et services de base pour les populations vivant dans les quartiers précaires à Brazzaville et à Pointe-Noire et (ii) de renforcer les capacités du Gouvernement et des municipalités en matière de restructuration urbaine. A cet effet, la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) se propose d'utiliser les fonds de ce financement pour régler des services de Consultants, fournitures et travaux devant être acquis dans le cadre de l'exécution de ce projet, entre autres les activités ci-après :

Marchés des Consultants

Services de consultants pour l'élaboration des plans de restructuration de quartiers et programmes prioritaires de Brazzaville et Pointe Noire ;
- Services de consultants pour l'élaboration des plans directeurs d'urbanisme détaillés de Brazzaville et Pointe-Noire ;
- Services de consultants pour la maîtrise d'œuvre sociale à Brazzaville et Pointe-Noire ;
- Services de consultants pour la réalisation de l'adressage

à Brazzaville et Pointe-Noire ;

- Services de consultants pour la supervision des travaux de voiries programme prioritaire, phase 1 ;
- Application législation et réglementation actualisées du secteur urbain ;
- Services de consultants pour l'assistance technique et RDC du MCUH et de la CGMP de la DGGT ;
- Services de consultants pour la réalisation de l'audit comptable et financier du projet ;
- Assistance technique aux municipalités de Brazzaville et Pointe-Noire.

Marchés des Travaux

- Travaux de construction des voiries urbaines et assainissement à Brazzaville et Pointe-Noire ; Phase 1 ;
- Investissement en vue de la restructuration-Equipement de quartiers.

Les marchés financés seront passés conformément aux procédures spécifiées édictées par les Directives de la Banque Mondiale :

- a) **Sélection et Emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et Crédit et Dons de l'IDA (Janvier 2011, révisé en 2014) ;**
- b) **Passation des marchés de fournitures, de travaux et de services (autres que les services de consultants) par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et Crédit et Dons de l'IDA (Janvier 2011, révisé en 2014).**

Tous les consultants et les fournisseurs définis dans les

directives sont admis à soumissionner.

Les avis spécifiques relatifs aux différents marchés qui doivent être passés conformément aux procédures d'appel à la concurrence internationale de la Banque Mondiale seront publiés au temps opportun au plan international dans le site de la Banque mondiale, et dans Jeune Afrique et dans les journaux à diffusion nationale tels que « La Semaine Africaine, les Dépêches de Brazzaville, le quotidien de l'Agence Congolaise d'Information, etc. ».

Les soumissionnaires potentiels souhaitant figurer sur la liste des destinataires d'avis de présélection éventuelle et/ou à manifestation d'intérêt pour les études et marchés spécifiques, dans le cadre des procédures à la concurrence internationale, ou ceux ayant besoin de renseignements complémentaires devront s'adresser à l'adresse ci-après :

Délégation Générale aux Grands Travaux
Coordination Technique
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral
Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO, immeuble
TAMBADOU, à côté de l'hôtel King Maya, 5ème Etage.
BP. 14729 Brazzaville - République du Congo.
Tél: (+ 242) 06 956 86 64 / 05 386 35 32
Fax: (+ 242) 22 81 65
Email : cepdurquapdggt@yahoo.com / batoung123@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 15 novembre 2017

**Le Coordonnateur du projet P.I,
Sylvain Simplicite MOKANGA. -**

MINES

Attribution et renouvellement des permis de recherche au profit de quelques sociétés

Le gouvernement a, au terme du Conseil des ministres du 13 novembre, approuvé l'attribution et le renouvellement des permis de recherche minière au profit de quelques sociétés privées.

Situé dans le département du Kouilou, le permis Sintoukola 2 portant sur la potasse a été confié à la société Sintoukola potash qui entend poursuivre les recherches en vue d'augmenter les réserves minérales pour un coût des travaux estimé 5.976.000.000 de francs CFA.

Deux permis ont été attribués à la société Boya Congo développement, l'un « Malolo-sinistré-polymétaux » reposant sur les polymétaux et l'autre « Malolo-sinistré-uranium » sur l'ura-

nium dans le Niari. Pour les deux permis, les travaux nécessiteront respectivement la somme de 900 millions de francs CFA. Le gouvernement a, en outre, renouvelé le permis de recherche pour l'or situé dans le Kouilou au profit de la société Guider by grace ministries. Dénommé « Malemba », ce permis prévoit les travaux d'une durée de deux ans pour un montant prévisionnel de 531 millions de francs CFA. Un permis de recherche pour le fer « Ngongo », basé dans le Niari, a été renouvelé en faveur de la société Dmc iron qui investira 1,5 milliard de francs CFA dans les travaux.

Par ailleurs, trois permis de recherche sur le fer dits « Nguma-Mbomobakota », « Bondjoudjouala » et « Omboye-Akana »,

situés dans la Cuvette-ouest ont été renouvelés au profit de la société African mining development. Celle-ci entend mobiliser 1740 000 000 de francs CFA pour les campagnes de recherches liées à ces permis.

Notons que c'est le ministre des Mines et de la géologie, Pierre Oba, qui a soumis à l'approbation du Conseil des ministres ces projets de décrets portant attribution et renouvellement des permis miniers. Le secteur minier congolais subit les effets de la crise déclarée en 2014 qui a entraîné des conséquences néfastes, notamment l'arrêt ou le ralentissement du développement de certains projets et le licenciement de plusieurs employés des sociétés du domaine.

Christian Brice Elion

SANTÉ PUBLIQUE

La résistance aux antibiotiques constitue une menace dans le monde

L'utilisation abusive des médicaments pour soigner les infections bactériennes prolonge la durée des traitements ; rend les infections difficiles à soigner et augmente la mortalité. La question a été évoquée le 14 novembre, lors d'un atelier médiatique organisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique à Brazzaville

L'atelier s'inscrivait dans le cadre de la semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques commémorée chaque année dans le monde, du 13 au 19 novembre. Le thème de cette année : « Demandez toujours conseil à un professionnel de santé qualifié avant de prendre des antibiotiques ».

Il a regroupé les professionnels des médias des deux Congo afin de leur permettre de sensibiliser le public à l'utilisation des médicaments de façon appropriée.

Les antibiotiques sont des médicaments utilisés pour prévenir et traiter les infections bactériennes chez l'homme et chez l'animal. Ils risquent de perdre leur efficacité par l'automédication des patients ; la prescription excessive des antibiotiques par les agents de santé.

La résistance antimicrobienne peut rendre impossible le traitement des infections, notamment de la pneumonie, la tuberculose et la gonorrhée. Chez la femme, la résistance

aux antibiotiques accroît le risque de complications des maladies inflammatoires pelviennes, les grossesses extra-utérines, la stérilité ainsi que du VIH.

Les professionnels des médias ont été édifiés sur la résistance aux antimicrobiennes chez les hommes, les animaux, dans la nourriture et l'agriculture. Cette communication a été donnée par le Dr Leticia Ga-

prescription excessive des antibiotiques, etc. Par année, la résistance antimicrobienne a causé la mort à 214 000 nouveaux-nés. Face à cette situation, l'oratrice a expliqué que les initiatives sont prises par l'alliance tripartite pour développer un plan mondial. Ce plan a fixé cinq objectifs pour combattre la résistance aux antibiotiques.

Notons que l'échange avec



Des antibiotiques (Adiac)

himbaré. L'oratrice a souligné l'impact de la résistance antimicrobienne dans tous les pays du monde. Selon elle, la pénicilline qui permettait de soigner la gonorrhée constitue actuellement une résistance antimicrobienne (RAM).

Les causes de la RAM, a-t-elle poursuivi, sont notamment l'arrêt des traitements ; l'hygiène environnementale ; la

les professionnels des médias a porté sur la faible capacité des laboratoires biologiques ; les stratégies mises en place par l'OMS pour lutter contre l'automédication ; le coût élevé des consultations et produits pharmaceutiques ; le retrait des produits détectés comme résistances sur le marché et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

DIPLOMATIE

Cheryl Korver et Ziya çubuk, nouveaux attachés de défense au Congo

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a présidé, le 14 novembre à Brazzaville, la cérémonie officielle d'accréditation des deux chefs de missions de coopération de défense près les ambassades des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Turquie au Congo avec résidence à Kinshasa.



Les deux attachés de défense

Les colonels Cheryl Korver et Ziya çubuk sont les représentants et défenseurs des intérêts militaires et sécuritaires de leur pays au Congo. Au plan académique, l'attachée américaine est titulaire d'un MBA, d'un master en politique internationale et d'une licence en biologie. Dans le domaine militaire, le colonel Korver a obtenu un diplôme d'état-major de l'académie royale de Belgique et un autre du cours de capitaine pour les officiers d'artillerie anti-aérienne de l'armée américaine. Elle est également parachutiste. Dans sa carrière professionnelle, elle a servi en qualité de chef de peloton en Allemagne ; commandant d'une batterie de tir Patriot en Corée du Sud ; et officier d'échange avec une unité allemande au Pays-Bas (...).

Quant au colonel Ziya çubuk de la Turquie, il détient un master en administration de l'éducation et en management des organisations. Au plan militaire, il est titulaire d'un master de commandement supérieur, d'un brevet de commando à l'école de commando d'Iskarta, d'un brevet de plongée sous-marine à l'école de marine d'Istanbul et d'un brevet de parachutiste d'Ankara. Professionnellement parlant, il a exercé les fonctions de commandant de troupe antichar ; commandant de troupe à la frontière d'Iran ; commandant de troupe mécanisée à Chypre du Nord ; commandant de troupe à la frontière syrienne ; commandant de troupe à la frontière bulgare ; officier de projet à l'état-major de Turquie à Ankara ; instructeur

de l'OTAN au Kosovo ; commandant de bataillon logistique. Le colonel Ziya çubuk fut un instructeur à l'école d'infanterie à Istanbul.

Dans les domaines de sécurité intérieure, des services frontaliers, de succès de tir et des troupes supérieures, il a été décoré de la médaille de l'OTAN et de plusieurs badges de succès.

A propos du secteur aujourd'hui prioritaire, qui intéresse au plus haut point la collaboration entre les Etats-Unis et le Congo, Cheryl Korver a indiqué que l'orientation est prise de mettre un accent particulier sur le secteur maritime. « Notre but est de prolonger les acquis », a confié Ziya çubuk. Cette cérémonie, précisons-le, matérialise symboliquement les rapports d'amitié et de coopération militaire entre le Congo, les Etats-Unis d'Amérique et la Turquie. Afin d'en assurer un meilleur suivi, les gouvernements de ces deux pays ont sollicité et obtenu l'agrément pour l'accréditation de leurs attachés de défense près leurs ambassades respectives en République du Congo.

Plusieurs autorités civiles et militaires étaient présentes, parmi lesquelles les ambassadeurs des Etats-Unis et de Turquie au Congo, respectivement Todd Philip Haskell et Can Incesu, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division, Guy Blanchard Okoi, ainsi que les membres du haut commandement militaire.

Guillaume Ondzé

NÉCROLOGIE

Christ Moukanda, agent des Dépêches de Brazzaville, et la famille Nkouba ont le regret d'informer les parents, les amis et connaissances du décès de Nesto Nkouba "Ya Moyo" survenu le 4 novembre 2017, à Brazzaville. Le deuil se tient dans la rue Masamba Désiré n°2212, rond-point Bifouti, à Makélékélé. La date des obsèques est prévue pour le samedi 18 novembre.



ARTISANAT

Les vendeuses des oeuvres d'art se plaignent de la mévente

La crise économique liée à la baisse du coût de baril de pétrole paralyse le secteur informel, notamment les artisanes de Pointe-Noire qui n'ont plus assez de clients.

les fabricantes et revendeuses de diverses oeuvres d'art au marché Plateau, dans la capitale économique, ne savent plus à quel saint se vouer. En effet, elles ne font plus de bonnes affaires. « Nous n'avons plus de clients, nous venons juste nous faire voir au marché Plateau, c'est dommage parce que nous sommes nous-mêmes cheffes de famille et nous devons gagner notre vie en vendant nos articles pour prendre en charge les besoins de nos enfants », s'est indignée Félicité Tchibondo. Et de poursuivre : « Nous fabriquons d'autres objets nous-mêmes, parce que nous représentons l'ONG Agir ensemble en faveur des enfants handicapés et les enfants non auditifs, en leur donnant des kits scolaires ». Félicité Tchibondo a invité les Ponténégrins et Pontégrines amoureux de la culture africaine à visiter leurs stands afin de se procurer les différents articles qu'elles exposent. « Je fabrique les sacs,



les tenues africaines pour les enfants et les grandes personnes en pagne et tenues traditionnelles (mélange de pagne avec

raphia), des peignoirs, des culottes et pantalons, les bracelets et tout ce qui est commercial. Cependant, les articles en

Félicité Tchibondo «Adiac»

bois nous les achetons auprès des sculpteurs pour revendre », a-t-elle indiqué. Elle a indiqué que des tenues des couples qui préfèrent s'habiller selon la tradition pendant leur mariage coutumier sont confectionnées à la demande des clients.

À sa droite, l'artisane Yvette Kakoutou s'inquiète également de cette crise. « En tout cas rien ne marche, en un mois tu peux avoir moins de cinq clients. C'est inquiétant. Malgré cela, on ne peut pas rester à la maison. Nous venons toujours pointer notre journée », a-t-elle dit. Celle-ci propose aux clients des articles en noix de coco, des babouches en raphia, des sacs à dos en pagne africain, des pose-assiettes, des trousse de bain, des nappes de table, des sacs à pain, des robes, des ensembles homme et enfant en pagne de premier choix et autres.

Charlem Léa Legnoki

INTERVIEW

Dr Charley Loumade Elenga Bongo : « Le plus jeune diabétique de Pointe-Noire est âgé de 3 mois et le plus vieux de 82 ans »

Le médecin endocrinologue, chef de service de diabétologie à l'hôpital général Adolphe-Sicé de la ville océane, le Dr Charley Loumade Elenga Bongo, a accordé, le 14 novembre aux Dépêches de Brazzaville, une interview à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du diabète.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Quel sens donnez-vous à la journée mondiale du diabète ?
Dr Charley Loumade Elenga Bongo (Dr C.L.E.B.) : Cette journée est célébrée il y a près d'une vingtaine d'années. Le sens de celle-ci est d'arriver à une plus grande sensibilisation à l'ensemble des problématiques qui entourent cette maladie.

L.D.B. : Qu'en est-il du diabète à Pointe-Noire ?

Dr C.L.E.B. : Chaque jour qui passe, on compte de nouveaux cas de diabète dans la ville, entraînant de nombreuses hospitalisations. Environ 4000 patients sont en consultation externe et interne. La majorité de malades est jeune et développe un diabète de type 2. Le plus jeune diabétique de Pointe-Noire est âgé de 3 mois seulement. C'est une maladie qui touche toutes les tranches d'âge et toutes les catégories sociales. La tranche la plus touchée est celle de 40 à 50 ans.

L.D.B. : Y a-t-il un rapport entre le diabète et le VIH ?

Dr C.L.E.B. : À Pointe-Noire, on enregistre une catégorie de plus de 60 patients diabétiques porteurs du VIH. Il y a aussi plus de 360 personnes adultes atteintes du diabète. Celles-ci sont âgées entre 60 ans et plus, représentant 9% de ces cas. Le plus ancien

diabétique de la ville est âgé de 82 ans. Il vit avec la maladie depuis 47 ans et a été déclaré diabétique à 35 ans. Le diabète n'est donc pas une fatalité.

L.D.B. : Un mot sur le thème de cette journée ?

Dr C.L.E.B. : Le thème de cette année



Le Dr Charley Loumade Elenga Bongo

est « Les femmes et le diabète ». Les femmes diabétiques entraînent souvent le risque d'autres complications à l'instar de la femme diabétique enceinte. Celle-ci a plus de risque de subir une césarienne qu'une femme non diabétique.

L.D.B. : En votre qualité de médecin, quel est le message à faire passer sur le diabète ?

Dr C.L.E.B. : Il faut éviter de manger trop gras, trop sucré et de consommer des alcools fortes qui font grossir. Aussi la pratique régulière du sport s'avère-t-elle un facteur très important en vue d'éviter le diabète.

Propos recueillis par Séverin Ibara

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.












Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



COUPE AFRICAINE DES CLUBS

Jean Paul Fouani appelle au soutien de la Mancha

A la faveur de l'opération de déguerpissement des véhicules immobilisés dans l'enceinte du stade Franco-Anselmi, le 4e vice-président de la Fédération congolaise de football a demandé la mobilisation autour du représentant de la ligue de Pointe-Noire à la compétition continentale.

« Lorsqu'on parle de la Mancha, on fait allusion à Eric Mouandhalt, mais, Eric seul ne peut pas faire la pluie et le beau temps au niveau de la Mancha, il nous faut de force pour soutenir cette équipe », a-t-il déclaré. « C'est pourquoi nous avons pris les contacts avec le président Eric et nous sommes en train de regarder comment intéresser le public ponténégrin et kouilois à venir en aide à la Mancha », a-t-il ajouté. Pour lui, le football amateur n'a plus de place, les jeunes sont appelés à s'engager dans le professionnalisme. « Nous sommes rentrés dans le semi-professionnel, voilà pourquoi nous avons besoin des sponsors », a indiqué Jean Paul Fouani. Faisant le bilan de la saison dernière de la ligue de Pointe-Noire, le président de Nico-Nico a souligné que la ville océane a perdu Nathaly's en faveur de V Club qui a retrouvé la ligue. Ce nouveau promu est un grand nom qui a aussi son histoire. Les dirigeants de cette formation vont œuvrer pour que le public puisse revivre de beaux moments dans les stades de Pointe-Noire avec le classico V Club Mokanda/AS Cheminots. Par ailleurs, Jean Paul Fouani a demandé aux dirigeants sportifs de transformer les



Jean Paul Fouani, au stade Franco-Anselmi «adiac» clubs en associations afin de pouvoir aller plus loin. « On ne peut pas aller loin en restant des clubs, parce qu'il a été démontré que lorsque le pourvoyeur de sous se retire, la maison s'écroule. Nous devons parler en terme d'associations pour être plus forts et dynamiques », a-t-il dit. Concernant l'opération de déguerpissement lancée au stade Franco-Anselmi, il a confié : « Ce stade était neuf quand la ville de Pointe-Noire a eu la chance d'abriter quelques matches de la CAN junior mais, malheureusement, il se trouve aujourd'hui dans un état de délabrement. Nous remercions le ministre des Sports qui a réagi au bon moment ».

Charlem Léa Legnoki

MUSIQUE

Big Tyger lance « African Woman »

Le single de l'artiste musicien prépare la sortie prochaine de son opus de neuf titres intitulé «Black Viking».

Chanté en français, en anglais et en Kintuba sous le rythme dancehall, African woman est un morceau dans lequel Big Tyger dénonce et fustige le comportement déviant d'une femme africaine qui brille par des mauvais exemples. En véritable moralisateur, il distille de précieux conseils à cette dernière et ses congénères à tourner à jamais le dos aux antivaieurs tant décriées dans la société.

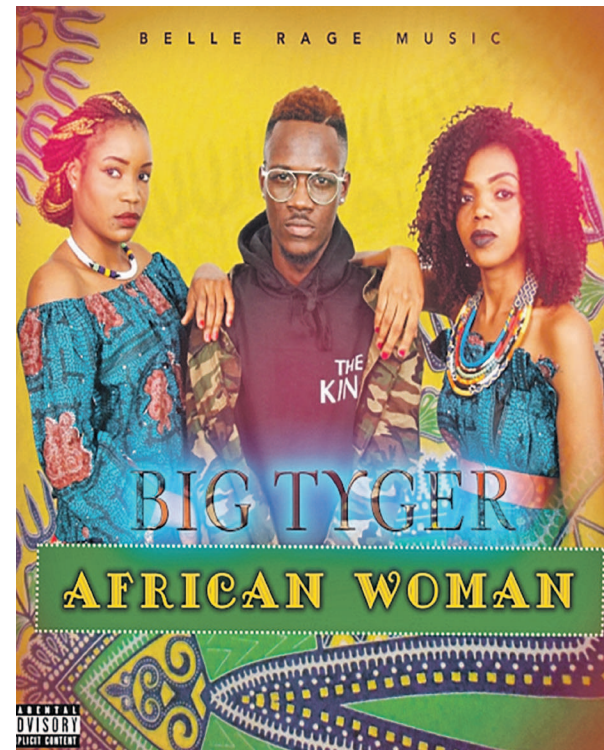
De son vrai nom Paul Christ Moubamou, Big Tyger est né le 3 septembre 1993 à Brazzaville. Très jeune, il est bercé par le rythme hip hop et fait des scènes comme danseur au sein du groupe Dance For Me qu'il intègre en 2011.

Big Tyger caresse alors l'ambition de faire carrière dans le rap. Il intègre pour cela le label congolais Belle image Music (BRM). Dans cette écurie, il apprend beaucoup auprès des professionnels de l'univers musical qui le forgent à plus de professionnalisme, gage du succès et de la réussite. Exigeant avec lui-même

et armé d'un besoin pressant d'apprendre, il côtoie Teddy Benzo, qui sera son mentor plus tard et qu'il va accompagner régulièrement lors des différents shows et concerts.

Artiste altruiste, Big Tyger participe aux nombreux projets musicaux tels « Family Games » de Yasika, concept 2015. Beaucoup de titres sortis sous le label BRM vont le révéler ainsi au grand public: «All I do is big» avec Teddy Benzo & Sosey en 2015, «Dirty Doogie feat Wizzy Wesley» (Compilation Belle Rage Music-2015), «Congo Viber, feat Mab Strong» (2016), «Shootas feat Raze Be» (2016).

Hervé Brice Mampouya



La pochette de «African Woman» crédit photo «DR»

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



MONDIAL 2018

L'Italie sortie par la Suède, la légende Buffon tire sa révérence

L'Italie n'a pas réussi à battre la Suède, le 13 novembre, en barrage retour à Milan (0-0) et elle ne jouera pas le Mondial l'été prochain en Russie, du jamais vu depuis 1958 en... Suède.

Le ticket revient donc à la Suède qui, sans Ibrahimovic et en ayant fait extrêmement peu en 180 minutes, retrouve la Coupe du monde pour la première fois depuis 2006 à la faveur de sa victoire 1-0 de l'aller.

L'Italie tout entière ou presque va donc découvrir l'année prochaine à quoi ressemble une Coupe du monde sans «sa» Squadra Azzura». Cela n'est arrivé que deux fois, en 1930 et en 1958, autant dire que le souvenir est assez flou.

Mais il n'y a pas que dans la Péninsule que cette élimination va faire un vide. Car l'Italie est un géant de la compétition, avec quatre titres, deux finales et deux places dans le Top 4. Les spectateurs du monde entier vont aussi vivre un Mondial sans Buffon qui ne deviendra pas le premier joueur à disputer six Coupes du monde. Un fiasco dû à un collectif médiocre, privé des grands buteurs qui ont fait le bonheur de la Squadra Az-

zura par le passé.

L'Italie pourtant est déjà allée en Coupe du monde avec des

grave.

Le sélectionneur Gian Piero Ventura, qui aura choisi de



Gianluigi Buffon prend sa retraite sur un fiasco immense: l'Italie n'ira pas au Mondial 2018, écarté par une fade Suède en barrages (Marco BERTORELLO/AFP)

équipes simplement moyennes et elle y a même souvent très bien figuré. Mais ne pas parvenir à marquer un but en deux matches à ces Suédois tout justes solides est une faute

mourir avec ses mauvaises idées et n'aura donné qu'un quart d'heure de jeu en deux matches à Lorenzo Insigne, son plus grand talent, n'y survivra sans doute pas. Mais c'est toute

l'Italie du football qui ne pourra désormais pas s'épargner une vaste réflexion sur son organisation et sur sa formation, même si cela semble paradoxal à un moment où la Serie A se porte nettement mieux qu'il y a quelques années.

Buffon en larmes

Avant la désolation et les larmes du coup de sifflet final, l'ambiance à Milan a tout de même été superbe et a confirmé que le choix de San Siro, qui a réussi son avant-match, était le bon. Même si le public milanais s'est distingué de la pire des manières en sifflant l'hymne suédois. Là encore l'immense Buffon a fait montre de l'étendue de sa classe en demandant à tout le stade de l'applaudir.

Pendant que le vaisseau milanais tremblait, secoué par les sauts et les hurlements de plus de 70 000 tifosi, les joueurs italiens ont tenté de faire leur part de travail et de renverser le robuste 11 suédois. Ils ont failli y parvenir en fin de première période, avec deux occasions très franches signées Immobile (40^e mn) puis Florenzi (45^e).

Ils ont mis du rythme, un peu plus en tout cas que lors du

match aller, joué à une lenteur terrifiante. Mais ils ont beaucoup raté, encore, avec des centres imprécis et peu de jeu dans l'axe malgré les efforts de Jorginho. Le match alors était surtout tendu, avec des pénalités réclamés des deux côtés, quatre avertissements avant la pause, de l'inquiétude pour Bonucci qui a joué un bon quart d'heure sur une jambe et beaucoup de contestations.

En seconde période, Bonucci a enlevé le masque qui protégeait son nez cassé à l'aller et c'est tout San Siro qui a poussé encore un peu plus fort.

Florenzi d'une belle volée (63^e mn), Immobile (64^e) ou surtout El Shaarawy, frustré par une belle parade d'Olsen (87^e mn), ont cru marquer et offrir à Buffon au moins 30 minutes de plus sous le maillot Azzurro. Mais l'Italie, globalement décomposée depuis sa défaite en septembre en Espagne (3-0) n'a pas marqué et Buffon a commencé à pleurer. Pour lui, l'heure de la retraite internationale est arrivée, à 39 ans et après 175 sélections. Un autre vide immense est à combler.

Camille Delourme
avec AFP

HANDBALL CONTINENTAL

Les autorités évoquent les préparatifs des compétitions de 2018

Le ministre des Sports et de l'éducation physique et la Fédération congolaise de handball (Fécohand) ont harmonisé leurs points de vue sur les rendez-vous majeurs qui attendent les Diables rouges, en janvier et en décembre 2018. Il s'agit de la Coupe d'Afrique des nations Denis-Sassou-N'Gusso (messieurs) et Edith-Lucie-Bongo-Ondimba (dames).

Le ministre des Sports, Hugues Nguélonché, a ouvert le 14 novembre, la série des rencontres prévues avec les fédérations sportives par la Fécohand. Il a, en effet, souhaité écouter ces fédérations afin qu'ensemble, des solutions soient trouvées allant dans le sens de redynamiser le sport national, très mal en point. « Le sport aujourd'hui dans notre pays a un sérieux problème, partant de la discipline football, le sport roi à toutes les autres disciplines. Il nous faudra redoubler d'ardeur, faire preuve d'imagination pour sortir de ce tunnel, qui commence à trop perdurer. Aujourd'hui, je vais plus vous écouter. C'est à vous de me dire comment nous allons nous organiser pour faire vivre notre partenariat pour des victoires futures », a déclaré Hugues Nguélonché au début de la séance avec les dirigeants de handball.

Le président de la Fécohand, conduisant la délégation, a présenté les enjeux des deux com-

pétitions qui vont se jouer respectivement au début et à la fin de l'année prochaine, avant d'évoquer les difficultés auxquelles la fédération est confrontée dans la préparation des athlètes. Les Diables rouges messieurs, a-t-il rappelé, participeront, du 17 au 29 janvier à Libreville, à la CAN Denis-Sassou-N'Gusso. Ils disputeront le match d'ouverture contre le Gabon, pays hôte. L'ossature de cette équipe, a souligné Jean Claude Ibovi, sera fortement dominée par les joueurs de Caïman qui venaient de participer aux championnats d'Afrique des clubs champions en Tunisie. Le président de la Fécohand a précisé, pour sa part, qu'après avoir publié la liste des 18 présélectionnés, les Diables rouges n'ont pas encore débuté leur préparation initialement prévue pour le 18 novembre à Oyo, à cause du manque de financement.

« Nous venons d'arrêter la liste des 18 présélectionnés au niveau local que nous n'arri-

rons pas à regrouper. Cette information, nous l'avons donnée au ministre qui a instruit son directeur de cabinet et son directeur administratif et financier, afin que les entraînements démarrent. Puisqu'au moment où je répons à vos questions, les Gabonais sont au Brésil, les Camerounais en Suède et la RDC en France. On ne peut pas comprendre que le Congo, qui dispute la coupe qui porte le nom de son président, se trouve encore à Brazzaville malgré les difficultés. Les mêmes problèmes sont au Tchad, au Gabon et au Cameroun », a commenté Jean Claude Ibovi.

Rien ne doit être géré dans l'urgence

Dans la foulée, le ministre a promis de mettre en place une commission pour gérer les activités de la Fécohand jusqu'à la fin de ces deux compétitions, d'ici à la fin de la semaine. « Je souhaiterais avoir une proposition de cette commission qui ne doit pas être remplie par des gens pour ne rien faire. Il faut des personnes efficaces qui pourraient travailler en partenariat et en toute symbiose, pour que tous les problèmes soient réglés », a précisé Hugues

Nguélonché. Il a instruit le directeur général des Sports et son directeur de cabinet à faciliter la mission en Europe du président de la Fécohand pour la détection des joueurs qui viendront en renfort à l'équipe nationale. « C'est urgent », a-t-il indiqué. Jean Claude Ibovi s'est senti soulagé de la décision du ministre des Sports. « L'un de nos meilleurs entraîneurs est à la tête de la sélection de la RDC. Il a fait un tour en France où il a failli convaincre tous nos joueurs de la diaspora à rejoindre la sélection de la RDC. Parce qu'il n'y a aucune opération nationale. Personne ne pouvait prendre contact avec eux. Ils étaient désespérés, abandonnés à eux-mêmes. C'est par coup de fil que j'ai pu convaincre trois ou quatre d'entre eux, qui sont restés attachés à leur pays. Le ministre a pris l'engagement de nous mettre en route dès la semaine prochaine. Je dois assister à l'entraînement des six joueurs professionnels. Nous avons une très bonne équipe avec les quatre qui sont au Maroc. Je crois que si nous étions 6e en Egypte, cette fois-ci nous pourrions jouer le podium à Libreville », a déclaré Jean Claude Ibovi

La Coupe Edith-Lucie-Bongo-Ondimba, qui concerne les dames, se disputera, quant à elle, à partir du 2 décembre 2018 au Congo. Au sujet de cette compétition, le ministre s'est montré rassurant des quelques dispositions prises au niveau de son cabinet. D'ici à deux semaines, par rapport au programme de la Primature, a-t-il révélé, deux décrets concernant cette compétition vont être signés. « A partir de là, on peut éventuellement mettre toute l'organisation en marche. Je souhaiterais que tout soit déjà ficelé, pour ne pas faire comme d'habitude. Dans notre pays, nous sommes habitués à faire les choses à la va-vite. Rien ne doit être géré dans l'urgence. On doit prendre du temps. Libreville, c'est en janvier; c'est déjà très proche. Il faut mettre les bouchées doubles pour que le jour où les gens doivent partir à Libreville qu'on ait rien oublié », a précisé le ministre.

Il a souhaité que les Diables rouges messieurs remportent la Coupe Denis-Sassou-N'Gusso à Libreville et que les dames les imitent, en décembre, lors de la Coupe Edith-Lucie-Bongo-Ondimba.

James Golden Eloué